

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 746

[C — 2008/27032]

10 JANVIER 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide aux activités de la vie journalière

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, notamment l'article 24;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 1999 relatif aux services d'aide aux activités de la vie journalière modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 24 février 2000, 3 mai 2001, 29 novembre 2001, 13 décembre 2001, 22 avril 2004 et 28 septembre 2006;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 30 novembre 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 décembre 2007;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, donné le 20 décembre 2006;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, notamment l'article 3, § 1^{er};

Vu la nécessité d'adapter la réglementation relative aux services d'aide aux activités de la vie journalière;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de revoir sans délai la réglementation relative aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide aux activités de la vie journalière, particulièrement en ce qui concerne le mode subventionnement qui ne permet actuellement pas aux pouvoirs organisateurs de gérer efficacement leur service;

Considérant qu'il y a lieu que ces dispositions entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2007;

Sur la proposition du Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

TITRE 1^{er}. — Les dispositions générales**Article 1^{er}.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :1^o décret : le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;2^o Ministre : le Ministre qui a la Politique des Personnes handicapées dans ses attributions;3^o Agence : l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées;4^o bureau régional : les bureaux créés en vertu de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 portant exécution du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;5^o comité de gestion : le comité de gestion de l'Agence institué par l'article 31 du décret;6^o bénéficiaire : toute personne handicapée au sens de l'article 2 du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées âgée de 18 ans au moins au moment de la conclusion de la convention de service, visée au 12^o du présent article et pour laquelle la décision d'intervention de l'Agence visée à l'article 21 dudit décret, basée sur l'échelle d'évaluation visée au 7^o du présent article, conclut à la nécessité d'une aide aux activités de la vie journalière en raison d'un handicap physique constaté avant l'âge de 65 ans;7^o aide aux activités de la vie journalière : l'assistance partielle ou totale fournie dans l'acte d'aide à la vie journalière par une équipe d'assistants AVJ dont le but est de permettre aux bénéficiaires de mener une vie autonome.

Cette assistance ne peut être inférieure à 7 heures ou supérieure à 30 heures hebdomadaire.

Elle découle en ce qui concerne sa fréquence, sa durée et son intensité d'une échelle d'évaluation établie conjointement par le bénéficiaire et le coordinateur du service d'aide aux activités de la vie journalière.

L'aide ne peut consister en une intervention psycho-sociale, médicale ou thérapeutique;

8^o service AVJ : service fonctionnant 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 qui, à partir d'un centre AVJ, fournit, uniquement à la demande du bénéficiaire, l'aide nécessaire pour pallier son incapacité fonctionnelle à accomplir les actes de la vie journalière;9^o centre AVJ : le local central du service AVJ où la demande d'aide est adressée qui constitue le point de départ et de coordination de l'aide aux activités de la vie journalière;10^o logement AVJ : le logement adapté et intégré dans un quartier d'habitations situé à une distance de maximum 500 mètres du centre AVJ;11^o assistant AVJ : le personnel répondant aux qualifications visées à l'annexe 3;12^o convention de services : document de partenariat signé entre le bénéficiaire et le service comprenant les éléments visés à l'article 32 sur base du modèle repris à l'annexe 1^{re} du présent arrêté;13^o cadastre de l'emploi : la liste du personnel établie par le service au terme de chaque année selon un modèle établi par l'Agence.**TITRE 2. — Les principes généraux et les missions des services****CHAPITRE 1^{er}. — Principes généraux****Art. 3.** L'aide à la vie journalière consiste en une assistance à des personnes atteintes d'un handicap physique qui ont fait le choix de vivre en toute autonomie. Ces personnes peuvent faire appel au service à tout moment, de jour comme de nuit, pour les aider dans les actes de la vie journalière qu'elles ne peuvent accomplir par elles-mêmes en raison de leur incapacité fonctionnelle. L'aide est rendue uniquement à la demande des personnes qui décident quand et comment elles souhaitent être aidées dans le respect maximal de leur vie privée.

Art. 4. L'aide à la vie journalière :

- respecte les convictions idéologiques, philosophiques ou religieuses des personnes handicapées et ne peut être refusée sur ces bases;
- respecte l'intimité du bénéficiaire et le caractère privé de son logement;
- présuppose l'observation stricte par les membres du personnel du secret professionnel;
- est consécutive à l'information de façon complète, exacte et en temps utile du bénéficiaire et/ou de son représentant légal sur toutes les questions y ayant trait;
- respecte la vie privée, l'indépendance et la liberté de choix du bénéficiaire et de sa famille;
- assure l'égalité entre les personnes. A ce titre, il ne peut exiger du bénéficiaire ou de sa famille, le paiement d'aucune contribution financière autre que celle précisée dans la convention de services.

CHAPITRE II. — *Les missions des services***Art. 5.** Les services apportent au bénéficiaire :

- la possibilité de s'intégrer dans un quartier d'habitations et de lui permettre d'améliorer leur qualité de vie en lui donnant les mêmes chances que les autres citoyens d'avoir une vie sociale, familiale, culturelle et professionnelle;
- une aide à la vie journalière telle que précisée dans la convention de services signée lors de son admission dans le service;
- une information sur les différents services disponibles pour répondre aux besoins qu'ils n'assurent pas.

TITRE 3. — *L'agrément des services*CHAPITRE I^{er}. — *Procédures*Section 1^{re}. — *L'accord de principe à la création*

Art. 6. § 1^{er}. La demande d'accord de principe à la création d'un service AVJ doit être adressée par écrit à l'Agence. Elle est accompagnée des documents et renseignements justifiant des conditions visées au § 2 du présent article.

Le demandeur transmet, en outre, les précisions utiles quant aux objectifs de service et à la nature des prestations fournies par celui-ci avec une description globale des bénéficiaires potentiels.

§ 2. Le service doit :

1. être régi par des statuts parus au *Moniteur belge* et comportant un article stipulant que l'association agit en dehors de toute considération raciale, politique, philosophique ou religieuse;
2. avoir un objet social conforme à l'article 2, 7^o du présent arrêté;
3. fournir la preuve qu'il répond à un besoin réel au moyen d'une liste de candidatures de personnes handicapées avec mention de leur sexe et de leur âge;
4. avoir de réelles perspectives de bénéficier de logements AVJ pour au minimum douze personnes handicapées.

Art. 7. L'Agence notifie la décision de l'accord de principe à la création.

Art. 8. L'accord de principe à la création ne peut en aucun cas déboucher sur une prise en charge des bénéficiaires. Il ne peut donner lieu à aucun subventionnement de la part de l'Agence.

Art. 9. L'Agence peut décider la suspension ou le retrait de l'accord de principe à la création lorsqu'une des conditions visées à l'article 6, § 2, du présent arrêté n'est plus respectée.

L'Agence notifie la décision de suspension ou de retrait de l'accord de principe à la création.

La décision produit ses effets le 1^{er} jour du mois suivant celui de sa notification.

Art. 10. Les services pour lesquels l'accord de principe est suspendu ou retiré peuvent introduire le recours visé aux articles 24 à 27 du présent arrêté.

Section 2. — *La demande de premier agrément*

Art. 11. La demande de premier agrément est adressée par écrit à l'Agence. Elle est accompagnée des documents et renseignements suivants :

- 1^o une note indiquant le nombre de bénéficiaires que l'on se propose d'aider;
- 2^o la localisation des logements AVJ qui intègrent le périmètre de l'action du service, ce nombre de logements ne pouvant être inférieur à 12;
- 3^o le projet du service;
- 4^o l'identité du coordinateur du service, son extrait de casier judiciaire daté de moins de trois mois ainsi que la délégation de pouvoirs écrite du pouvoir organisateur visée à l'article 39;
- 5^o une copie des diplômes et certificats du coordinateur ainsi que l'attestation justifiant une expérience exigés à l'annexe 3;
- 6^o une liste du personnel engagé ou envisagé mentionnant notamment l'identité des membres, leur qualification et leur durée du service;
- 7^o si le service est constitué sous la forme juridique d'une ASBL ou d'une fondation, une copie des statuts coordonnés tels qu'ils sont déposés devant les instances compétentes;
- 8^o le numéro d'affiliation à l'O.N.S.S. ou à l'O.N.S.S.-APL du service et, pour les ASBL, le numéro d'inscription au registre national.

Dans le cas où le Comité de gestion estime que les données nécessaires peuvent être obtenues directement auprès de sources authentiques d'autres administrations ou organismes, il peut dispenser le demandeur de les transmettre à l'Agence.

Art. 12. Dans les trente jours de l'envoi de la demande de premier agrément, l'Agence adresse au demandeur, un avis de réception du dossier, si celui-ci est complet. Si le dossier n'est pas complet, l'Agence en informe le demandeur dans les mêmes conditions et précise, à cette occasion, par quelles pièces le dossier doit être complété.

L'Agence instruit le dossier et le comité de gestion de l'Agence statue dans un délai de deux mois à dater de la réception du dossier complet de la demande de premier agrément.

Section 3. — La demande de renouvellement de l'agrément

Art. 13. La demande de renouvellement est introduite auprès de l'Agence au plus tard six mois avant l'expiration de la validité de l'agrément. Le délai de six mois est réduit à deux mois si l'agrément est accordé pour une durée inférieure ou égale à sept mois.

Art. 14. La demande est accompagnée des documents prévus à l'article 11, 1°, 3° et 4°. Si des modifications ont été apportées aux autres documents exigés à l'article 11, ceux-ci sont joints.

Les rapports annuels d'évaluation de l'activité visés à l'article 50 et rédigés depuis le dernier agrément sont également annexés à la demande.

Art. 15. Les services d'inspection de l'Agence évaluent le respect par le service des différentes conditions et normes d'agrément visées au titre IV. Les évaluations des services d'inspection sont adressées aux membres du Comité de gestion aux fins de l'éclairer dans sa décision.

Art. 16. Le service reste provisoirement agréé jusqu'à la décision du Comité de gestion.

Section 4. — La décision de premier agrément et de renouvellement d'agrément

Art. 17. Le comité de gestion apprécie les éléments du dossier de demande de premier agrément.

Art. 18. Lors du renouvellement, le comité de gestion de l'Agence prend sa décision sur base des différents éléments du dossier et du rapport d'évaluation.

Art. 19. La décision de l'Agence mentionne :

- 1° la date de début et de fin d'agrément;
- 2° le nombre de bénéficiaires de l'aide à la vie journalière;
- 3° le nombre de logements AVJ concernés.

Art. 20. L'agrément est accordé pour une période de cinq ans maximum. Il peut être renouvelé.

Section 5. — Dispositions particulières

Art. 21. Lorsque le comité de gestion constate que l'une ou plusieurs des conditions et normes d'agrément visées au titre IV ne sont pas ou plus respectées, celui-ci, lors du renouvellement ou à tout autre moment, peut, après audition des responsables du service, maintenir conditionnellement, suspendre ou retirer l'agrément ou réduire le nombre de bénéficiaires pour lequel le service est agréé.

En cas de maintien conditionnel, la décision doit être assortie d'obligations qui devront être remplies par le service dans un délai déterminé, à l'issue duquel le comité de gestion peut décider de suspendre ou retirer l'agrément ou de réduire le nombre de bénéficiaires pour lequel le service est agréé.

Art. 22. Le comité de gestion peut également, pour une durée qui ne peut être supérieure à deux ans, conditionner le maintien ou le renouvellement de l'agrément à l'instauration d'un « comité d'accompagnement » chargé d'aider le service à satisfaire aux conditions d'agrément.

Le comité d'accompagnement est composé au minimum d'un représentant de l'Agence, d'un expert désigné par le comité de gestion en fonction de sa compétence relative au problème existant, d'un représentant des pouvoirs organisateurs et d'un représentant des organisations représentatives des travailleurs. Si, au terme du délai fixé, le service ne satisfait toujours pas aux conditions d'agrément, l'Agence applique une des mesures prévues à l'article 21.

Art. 23. Lors de la fermeture d'un service consécutive à un retrait d'agrément, l'Agence veille à agréer une nouvelle ASBL assurant la continuité des aides à la vie journalière des bénéficiaires concernés.

CHAPITRE II. — Les recours

Art. 24. Dans les trente jours de la notification des décisions prises en vertu du présent titre, un recours peut être introduit par écrit auprès du Ministre.

Art. 25. Le requérant ou son conseil ainsi que l'Agence ou son délégué sont, à leur demande, entendus par le Ministre ou son délégué.

Art. 26. Le recours a un effet suspensif, sauf s'il est dirigé contre une décision de refus de premier agrément.

Art. 27. Le Ministre statue dans un délai de trois mois à dater de la réception du recours. La décision est notifiée au requérant et à l'Agence.

TITRE 4. — Les conditions et normes d'agrément

CHAPITRE I^{er}. — Les normes

Art. 28. L'aide à la vie journalière se réalise conformément aux principes énoncés aux articles 3 et 4.

Section 1^{re}. — Le projet du service

Art. 29. Le projet de service figurant au règlement d'ordre intérieur est élaboré sur base du canevas repris à l'annexe 2 en suscitant la collaboration de l'équipe des assistants AVJ.

Ce projet est soumis au conseil d'entreprise ou à défaut à la délégation syndicale.

Ce projet est remis à jour au minimum lors de chaque demande de renouvellement de l'agrément.

Le service procède à l'évaluation de son activité au moins une fois par an.

Le projet du service, ses mises à jour et le rapport annuel d'évaluation de l'activité du service sont portés à la connaissance de tous les membres du service et des bénéficiaires et mis à leur disposition en permanence.

Art. 30. Le service met en œuvre les moyens qui concourent à la réalisation des objectifs contenus dans le projet du service.

Section 2. — La convention de services

Art. 31. Une convention de services est conclue par écrit entre le service et le bénéficiaire. Celle-ci peut être revue d'entente entre les parties.

Art. 32. La convention de services sur base du modèle repris en annexe 1^{re} reprend au moins les mentions suivantes :

- l'objet du service;
- la durée;
- le paiement de la participation financière;
- les modalités d'exécution des prestations;
- les obligations à charge de l'ASBL;
- les obligations à charge du bénéficiaire;
- l'obligation de respecter le R.O.I.;
- les modalités de rupture;
- en annexe, la grille d'évaluation des besoins du bénéficiaire établie conjointement entre celui-ci et le coordinateur et spécifique au service.

Section 3. — De l'agenda du service

Art. 33. Le service tient un listing du volume des prestations des membres de l'équipe.

Section 4. — Volume et qualifications du personnel

Art. 34. Le personnel des services doit répondre aux normes de qualification prévues à l'annexe 3 et se composer au minimum de 0,8 assistant AVJ par bénéficiaire et d'un coordinateur.

Le service tient à disposition de l'Agence les copies des diplômes, certificats et attestations exigés des membres du personnel.

Les membres du personnel doivent fournir au service, lors de leur engagement, un extrait de casier judiciaire exempt de condamnations à des peines criminelles ou correctionnelles incompatibles avec la fonction.

Section 5. — La formation du personnel

Art. 35. S'appuyant sur le projet du service visé à l'article 29, le service établit un plan de formation du personnel qui s'étend au moins sur deux années.

Ce plan, construit à l'issue d'un débat entre les acteurs concernés, détermine les objectifs poursuivis. Il décrit les liens entre l'environnement global du service, la dynamique du projet du service et le développement des compétences du personnel. Il définit les critères, modalités et périodicité d'évaluation de ces trois aspects.

Section 6. — La personne morale

Art. 36. Le service doit être géré par une association sans but lucratif créée conformément à la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif ou par une fondation.

Art. 37. L'association sans but lucratif ne peut comporter des membres du personnel ou des personnes apparentées à ceux-ci jusqu'au 3^e degré, à concurrence de plus d'1/5^e de ses membres.

Art. 38. Son conseil d'administration est constitué, au moins pour moitié, de personnes handicapées et d'un maximum de 30 % de bénéficiaires et ne peut comprendre des personnes appartenant à la même famille, conjoints, cohabitants légaux et parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclusivement, en nombre supérieur, pour chaque famille, au tiers du nombre total des membres le composant, ni des personnes faisant partie du personnel du service.

Section 7. — La gestion du service

Art. 39. § 1^{er}. Le service satisfait aux conditions suivantes :

1^o posséder une autonomie technique, budgétaire et comptable ainsi qu'une gestion administrative de nature à permettre tant l'exécution de sa mission que le contrôle de celle-ci par l'Agence. L'autonomie technique, comptable et budgétaire peut éventuellement être obtenue via l'une entité administrative auquel le service appartiendrait;

2° être dirigé par un coordinateur, personne physique rémunérée pour cette fonction et habilitée à assurer, en vertu d'une délégation de pouvoirs écrite du pouvoir organisateur et sous la responsabilité de celui-ci, la gestion journalière du service, en ce qui concerne au minimum :

- a) la mise en œuvre du programme d'aide à la vie journalière;
- b) la gestion du personnel;
- c) la gestion financière;
- d) l'application des réglementations en vigueur;
- e) la représentation du service dans ses relations avec l'Agence.

§ 2. Le coordinateur est, en outre, en mesure d'assurer en permanence la direction effective du service. S'il n'est pas présent, un membre du personnel délégué à cet effet doit être en mesure de prendre les dispositions utiles en cas d'urgence et répondre aux demandes tant internes qu'externes.

§ 3. En cas de manquement ou d'irrégularité dans l'exécution du mandat confié au coordinateur, l'Agence invite, par courrier et dans le délai qu'elle précise, le pouvoir organisateur à prendre les dispositions qui s'imposent.

A défaut, l'Agence saisit le Comité de gestion qui statue conformément aux dispositions prévues à l'article 21.

Section 8. — La gestion administrative et comptable

Art. 40. Sans préjudice des dispositions visées à l'article 27 du décret, le service transmet, à la demande de l'Agence, tous documents justificatifs requis pour l'exercice de son contrôle, notamment les comptes annuels, les documents nécessaires au calcul des différentes subventions ainsi que le plan de formation visé à l'article 35.

Art. 41. Le service communique le bilan social tel que défini par l'arrêté royal du 4 août 96 relatif au bilan social, les comptes annuels, le bilan des activités ainsi que le plan de formation visé à l'article 35 au conseil d'entreprise ou à défaut à la délégation syndicale.

Art. 42. Le service mentionne la référence de l'agrément par l'Agence sur tous les actes et autres documents, publicités et affichages émanant du service.

Art. 43. Le service tient une comptabilité conforme à la législation sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et à ses arrêtés d'exécution.

Art. 44. La teneur et la présentation du plan comptable minimum normalisé correspondent à celle du schéma complet des comptes annuels avec bilan, comptes de résultats et annexes conformément à la législation sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et à ses arrêtés d'exécution.

Les intitulés et numéros de comptes appropriés à l'activité des services sont communiqués par l'Agence aux services.

Art. 45. Les participations financières sollicitées en vertu de l'article 67 auprès des bénéficiaires doivent impérativement être comptabilisées au titre de récupérations de frais.

Dans le cadre du contrôle de l'utilisation des subventions, ces interventions sont déduites du montant des charges correspondantes.

De même, les subventions versées aux services par les pouvoirs publics ou par des œuvres que ces pouvoirs subventionnent, sont déduites des charges correspondantes imputées valablement dans l'exercice. Il n'est tenu compte des dites subventions que dans la mesure où elles sont allouées pour couvrir les dépenses considérées pour la détermination de la subvention.

Art. 46. Le bilan de départ de chaque service est soumis à l'Agence dans les six mois de la publication au *Moniteur belge* de l'extrait de leur décision d'agrément.

Art. 47. Les comptes annuels de chaque service sont transmis à l'Agence au plus tard le 31 mai de l'année suivant l'exercice comptable.

L'exercice comptable correspond à l'année civile.

Art. 48. Dans le cas où des prestations sont effectuées par une association juridiquement distincte mais néanmoins liée au service par un contrôle ou une direction unique au sens des articles 5 et 10 du code des sociétés instauré par la loi du 7 mai 1999, les prestataires actent leur présence au registre prévu à cet effet.

Section 9. — Les assurances

Art. 49. Préalablement à toute activité, le service souscrit à une police d'assurance couvrant la responsabilité civile du service ou des personnes dont il doit répondre pour tout dommage survenu à un bénéficiaire. L'assurance doit préciser que le bénéficiaire garde la qualité de tiers et couvrir les dommages jusqu'à concurrence d'un minimum de 2.479.000 euros pour les dommages corporels et de 247.900 euros pour les dommages matériels, par sinistre. La police d'assurance doit prévoir, le cas échéant, que sont couvertes les activités collectives se déroulant dans les locaux du service.

CHAPITRE II. — Le contrôle

Art. 50. Les services de l'inspection ont pour mission de vérifier le respect des conditions et normes d'agrément. Ils procèdent périodiquement à l'évaluation de l'action du service. Pour ce faire, en se basant sur le rapport annuel des activités du service, ils évaluent en collaboration avec eux la qualité de leurs prestations et l'adéquation entre les dispositions de la convention de services et les activités d'aide à la vie journalière réalisées.

Les services d'inspection s'assurent du respect des règles en matière d'octroi et d'utilisation des subventions et des obligations imposées en matière de comptabilité.

Art. 51. Les services d'inspection assurent également une fonction de conseil auprès des services.

Les remarques et conclusions des différentes inspections, positives ou négatives, sont transmises aux pouvoirs organisateurs et aux directions à qui il revient d'en informer le conseil d'entreprise et (ou) la délégation syndicale.

TITRE 5. — La politique d'admission

Art. 52. Le bénéficiaire doit être en possession de la décision d'intervention de l'Agence visée à l'article 21 du décret qui conclut à la nécessité d'une aide à la vie journalière.

Art. 53. Les services communiquent, dans les trois jours, au bureau régional compétent de l'Agence, les avis d'entrée et de sortie des bénéficiaires.

Art. 54. Une dérogation relative à l'âge minimum d'admission des bénéficiaires dans un service d'aide aux activités de la vie journalière peut être accordée par l'Agence sur base d'un projet individuel.

Art. 55. L'Agence intervient en faveur d'un bénéficiaire pour sa prise en charge dans un seul service.

Le cumul est néanmoins autorisé pour un bénéficiaire sollicitant le soutien d'un service d'accompagnement ou une intervention en aménagement du domicile ou une aide individuelle pour peu que ces dernières soient étrangères aux adaptations techniques ou à l'équipement incombant à la société agréée par la Société wallonne du Logement dans le cadre de l'arrêté ministériel portant exécution de l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 1999 visant à encourager les projets de cellules AVJ en faveur des personnes handicapées souhaitant vivre de manière autonome dans des cités.

L'Agence peut également sur base d'un projet individuel :

1. autoriser le cumul avec une prise en charge ou un accompagnement assuré par une autre structure;
2. autoriser la prise en charge par le service AVJ de bénéficiaires ne répondant pas aux dispositions visées à l'article 2, 7^o et 10^o.

TITRE 6. — *Les plaintes*

Art. 56. Toute plainte relative à l'activité du service est adressée par courrier à l'Agence qui en accuse réception dans les dix jours. L'Agence en informe sans délai le pouvoir organisateur. Elle procède à l'instruction de la plainte dans un délai maximum de six mois. Elle informe le plaignant, la direction et le pouvoir organisateur du service de la suite réservée à cette plainte.

TITRE 7. — *Le subventionnement*

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Art. 57. Dans les limites des crédits budgétaires, il est accordé aux services :

- 1^o une subvention annuelle de personnel;
- 2^o une subvention annuelle de fonctionnement;
- 3^o un supplément pour ancienneté pécuniaire.

CHAPITRE II. — *Du calcul des subventions annuelles*

Art. 58. § 1^{er}. La subvention annuelle de personnel est déterminée par l'addition des deux montants suivants :

- montant 1 (relatif au financement du coût du coordinateur) : € 34.510,96 compte tenu d'un pourcentage de charges patronales et légales de 55,66 %;
- montant 2 (relatif au financement du coût des assistants AVJ) : € 19.395,75 compte tenu d'un pourcentage de charges patronales et légales de 59,36 %, multiplié par le nombre de bénéficiaires.

§ 2. Les montants visés au paragraphe 1^{er} sont rattachés à l'indice pivot 138,01 à la date du 1^{er} janvier 1990.

Art. 59. Le montant de la subvention de fonctionnement, en ce compris les coûts relatifs à l'entretien et au renouvellement de l'interphonie, est fixé à 2.500,00 euros par bénéficiaire pris effectivement en charge et limité au nombre maximum de bénéficiaires fixé dans la décision d'agrément.

Le montant visé à l'alinéa précédent est lié à l'indice pivot qui sert de référence à l'indexation des salaires dans la Fonction publique 119,53 en date du 1^{er} mai 1996.

CHAPITRE III. — *Du calcul du supplément pour ancienneté pécuniaire*

Art. 60. § 1^{er}. Un supplément de subvention de personnel est octroyé aux services dont l'ensemble du personnel a, au terme de l'année d'attribution, une ancienneté pécuniaire moyenne supérieure à 0.

§ 2. Au terme de chaque année d'attribution, le service transmet à l'Agence pour le 31 mars au plus tard, le cadastre de l'emploi.

Sauf cas de force majeure, le non-respect de ce délai, cachet de la poste faisant foi, est sanctionné comme suit :

- 1^o une pénalité égale à 1/1 000^e de la subvention annuelle à recevoir est appliquée par jour de retard;
- 2^o sans préjudice de cette pénalité, l'Agence adresse, au plus tard le 21^e jour de retard, un rappel au service;
- 3^o si le formulaire d'enquête n'est pas parvenu dans les dix jours de l'envoi du rappel, la subvention annuelle du service est fixée à 90 % du montant auquel il pouvait prétendre l'année antérieure à l'exercice et ce, au prorata du nombre de bénéficiaires.

L'ancienneté pécuniaire à prendre en considération pour chaque membre du personnel est celle à laquelle il peut prétendre au 31 décembre de l'exercice auquel se rapporte la subvention, pondérée par le volume de prestations rémunérées. Pour les membres du personnel ayant quitté le service avant cette date, l'ancienneté pécuniaire à prendre en compte est celle à laquelle il peut prétendre à la date de sortie, pondérée par le volume de prestations rémunérées.

Le résultat de la division est ensuite diminué d'une demi année d'ancienneté.

§ 3. Le supplément pour ancienneté pécuniaire est fixé par l'addition du montant repris à l'annexe 4, § 1^{er}, et du montant repris à l'annexe 4, § 2, multiplié par le nombre de bénéficiaires et ce à l'ancienneté résultant des dispositions visées au § 2.

§ 4. Les montants repris à l'annexe 4 sont rattachés à l'indice 140,02 à la date du 1^{er} janvier 2007.

Art. 61. Lorsqu'il est accordé la première fois, le supplément pour ancienneté est liquidé automatiquement pour l'année suivante sous forme d'avances.

Si cette ancienneté est inférieure à celle qui a servi de base à l'octroi des avances, le supplément octroyé est rectifié.

CHAPITRE IV. — *Du montant de la subvention annuelle et de sa liquidation*

Art. 62. Le Gouvernement détermine le montant de la subvention des services qui sont créés ou pour lesquels est autorisée une extension en vertu des dispositions du titre IX.

Art. 63. La subvention annuelle est liquidée anticipativement durant l'exercice d'attribution par mensualités.

Les mensualités sont automatiquement ajustées le deuxième mois qui suit le dépassement de l'indice pivot qui sert de référence à l'indexation des salaires dans la fonction publique.

CHAPITRE V. — *Du contrôle de la subvention annuelle*

Art. 64. § 1^{er}. Si le nombre de personnel est inférieur au nombre visé à l'article 34, il est procédé par l'Agence à une récupération égale à la nature et au nombre d'unité manquante multiplié par les montants visés à l'article 58, § 1^{er}, à l'ancienneté observée du service.

§ 2. Si le montant total des charges admissibles est inférieur aux subventions correspondantes, la différence est récupérée au moment du contrôle de l'utilisation des subventions par l'Agence déduction faite des récupérations visées au § 1^{er}.

Art. 65. Les charges admissibles sont précisées aux annexes 5 et 6.

Art. 66. L'Agence procède après notification, à la rectification et à la récupération d'office des subventions allouées sur base de déclarations inexactes ou dont l'utilisation s'avère injustifiée.

La rectification et la récupération s'effectuent le deuxième mois qui suit celui au cours duquel elles ont été notifiées et peuvent faire l'objet d'un plan d'apurement.

Les services disposent d'un délai de trente jours calendrier, cachet de la poste faisant foi, pour contester toute rectification ou récupération notifiées sur base du présent arrêté.

Les services peuvent introduire une demande de révision de la subvention dans le délai de trente jours calendrier à partir de la prise de connaissance d'une information, de nature à remettre en cause le montant de la subvention, qu'il ne possédait pas lorsque celle-ci a été notifiée.

Il revient alors au service d'apporter la preuve de la date à laquelle il a été mis en possession de ladite information.

TITRE 8. — *La participation financière des bénéficiaires*

Art. 67. Les services sont autorisés à réclamer aux bénéficiaires une participation financière qui ne peut excéder 25 euros par mois rattachés à l'indice pivot 119,53 du 1^{er} mai 1996.

Les services peuvent réclamer en supplément à la participation financière les frais exposés en vue d'une activité spécifique qu'ils organisent ou liés à des besoins particuliers du bénéficiaire en vue d'assurer son bien-être et son épanouissement personnel.

Ce supplément, lorsqu'il est sollicité par le service, doit recevoir l'aval du bénéficiaire ou de son représentant légal.

TITRE 9. — *De la programmation*

Art. 68. La programmation globale du nombre de logements AVJ est fixée pour l'ensemble de la Région wallonne de langue française à une place de logement AVJ par tranche de 15 000 habitants.

TITRE 10. — *Dispositions, transitoires, modificatives et abrogatoires*

Art. 69. Il est octroyé aux services qui, sur base des dispositions antérieures prévoyant le financement d'un nombre d'assistants AVJ arrondi à l'unité supérieure, voyaient cet arrondi supérieur ou égal à 0,8 unité, un financement complémentaire résiduaire correspondant à ce volume multiplié par le coût pour ces services, à la date de parution du présent arrêté, d'un assistant AVJ.

Art. 70. Le présent arrêté est applicable à la date de son entrée en vigueur aux services AVJ agréés en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 1999 relatif aux services d'aide aux activités de la vie journalière tel que modifié.

Les services AVJ agréés en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 1999 relatif aux services d'aide aux activités de la vie journalière tel que modifié à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté conservent leur agrément jusqu'à l'échéance de celui-ci.

Art. 71. L'arrêté du Gouvernement wallon relatif aux services d'aide aux activités de la vie journalière du 1^{er} avril 1999 tel que modifié est abrogé.

Art. 72. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2007.

Art. 73. Le Ministre est chargé de l'application du présent arrêté.

Namur, le 10 janvier 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
D. DONFUT

ANNEXE 1 : LA CONVENTION DE SERVICES

CONVENTION DE SERVICES AVJ

Entre l'A.S.B.L.

.....

 établie à :

.....
 représentée par :

.....
 et

.....
 né(e) le

.....
 domicilié(e) à

.....
 ci-après dénommé(e) A le « bénéficiaire »

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} - Objet – généralités

§ 1^{er}. L'association sans but lucratif s'engage, conformément à ses statuts, à assurer à des personnes handicapées physiques une permanence d'aide dans les activités de la vie journalière en vue de permettre de vivre de manière autonome dans un logement privatif adapté sur le site de :

.....
 § 2. Cette aide, essentiellement axée sur le handicap physique, doit :

- a) Pallier les insuffisances physiques du bénéficiaire dans la vie de tous les jours;
- b) Etre individuelle et adaptée en fonction du handicap;
- c) Etre assurée 24 heures sur 24, 7 jours sur 7;
- d) Etre rendue uniquement à la demande du bénéficiaire qui détermine lui-même le moment et l'importance de l'aide AVJ dont il a besoin. A cette fin, un système d'appel individuel et adéquat est mis à la disposition du bénéficiaire pour lui permettre de solliciter cette aide.

Ce système d'appel doit permettre d'établir une liaison à tout moment.

- e) Etre dispensée dans le logement privé de la personne handicapée ou dans le quartier d'habitations. Le service ne peut apporter son aide qu'aux personnes handicapées dont le logement se situe à une distance maximale de cinq cent mètres du centre de coordination du service.
- f) Pouvoir être rendue par un seul assistant AVJ sauf circonstances exceptionnelles.

Article 2 – Durée

§ 1^{er}. La présente convention est conclue pour une période indéterminée prenant effet le et moyennant une période d'essai de 2 mois.

Pendant cette période d'essai, le service et/ou le bénéficiaire peuvent résilier la présente convention moyennant préavis de 7 jours à envoyer par pli recommandé.

§ 2. La présente convention peut être dénoncée unilatéralement moyennant préavis à envoyer par pli recommandé :

- par le bénéficiaire, moyennant préavis de 3 mois, dont copie conforme envoyée au Bureau régional de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées;
- par le conseil d'administration sur base d'un rapport établi par le responsable et porté à la connaissance du bénéficiaire, avec préavis de 6 mois dans les cas suivants :
- si l'aide AVJ demandée dépasse, en dehors de situations aiguës, les 30 heures par semaine;
- lorsque le bénéficiaire n'est plus en mesure aux yeux du coordinateur de donner les indications indispensables au bon déroulement des services AVJ, ou d'en assumer la responsabilité;
- lorsque l'aide AVJ est inférieure à 7 heures par semaine durant une période de trois mois consécutifs;
- en cas d'abus ou de comportements irrespectueux répétitifs envers le personnel AVJ mettant en cause l'organisation des services AVJ et son bon fonctionnement;
- pour non-paiement de la cotisation forfaitaire.

Article 3 – Prix

§ 1^{er}. L'assistance AVJ ne peut donner lieu à aucune demande d'indemnité de la part du service AVJ. Une cotisation forfaitaire maximale de 25 euros par mois est perçue.

Elle est rattachée à l'indice pivot servant de référence à l'indexation des salaires dans la fonction publique 119,53 en date du 1^{er} mai 1996.

Elle est automatiquement ajustée le deuxième mois qui suit le dépassement de l'indice pivot.

§ 2. L'ASBL facture chaque mois le montant de la cotisation forfaitaire.

Article 4 – Prestations

§ 1^{er}. La demande d'aide AVJ est adressée au service AVJ et non pas un membre particulier de ce service.

§ 2. Il ne peut être proposé au bénéficiaire d'obligations de choix à caractère commercial ou culturel.

§ 3. Le personnel ne peut pas disposer d'office d'une clé du logement du bénéficiaire.

Toutefois, s'il le souhaite, celui-ci pourra déposer un double de ses clés au service AVJ, pour les cas d'urgence, ou de danger imminent. Dans ce cas, une décharge de responsabilité sera expressément conclue de commun accord.

Toute autre remise de clés par le bénéficiaire au personnel AVJ se fera sous l'entière responsabilité du bénéficiaire.

L'assistant(e) AVJ ne peut pénétrer dans le logement du bénéficiaire qu'à la demande expresse de celui-ci ou en cas de danger imminent.

Article 5 - Modalités de l'exécution des obligations à charge de l'ASBL

Le bénéficiaire et le personnel AVJ décideront de commun accord de l'utilisation des aides techniques indispensables au meilleur fonctionnement des tâches assurées par le service.

Le personnel pourra imposer au bénéficiaire l'usage d'un lève-personne si cela s'avère nécessaire et réalisable.

En aucune façon, tant le bénéficiaire que l'assistant AVJ ne peuvent ni porter atteinte ni mettre en danger l'intégrité physique de l'autre pendant les prestations.

Le service AVJ remet à chaque bénéficiaire lors de son inscription une copie du règlement d'ordre intérieur ainsi que des textes réglementaires applicables.

Le service assure en permanence une direction effective.

A défaut de la présence du coordinateur, un membre de personnel qualifié à cet effet doit être en mesure de prendre les dispositions utiles en cas d'urgence et répondre aux demandes tant qu'extérieures qu'intérieures.

Article 6 - Obligations du bénéficiaire

Tout le matériel mis à disposition du bénéficiaire par le service AVJ

.....

..... reste la propriété de l'ASBL.

Le bénéficiaire gèrera ce matériel en bon père de famille et signera à cet effet une convention de prêt de matériel prévue à cet effet.

La présente convention remplace et abroge la convention de services AVJ du

.....

..... entre l'ASBL et le bénéficiaire

.....

La présente convention entre en vigueur le

.....

Fait à en 3 exemplaires, un pour le service AVJ, un pour le bénéficiaire et un pour l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées.

Pour l'ASBL,

Le bénéficiaire,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 janvier 2008 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide aux activités de la vie journalière.

Namur, le 10 janvier 2008.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

D. DONFUT

ANNEXE 2 : LE PROJET DE SERVICE - CANEVAS**LE PROJET DE SERVICE - CANEVAS**

1. HISTORIQUE DU PROJET
2. FINALITES ET OBJECTIFS
3. POPULATION CONCERNEE :
 - a) types de handicap;
 - b) âge;
 - c) divers.
4. CONVENTION et PARTICIPATION FINANCIERE
5. ZONE GEOGRAPHIQUE D'INTERVENTION
6. ORGANISATION DU SERVICE
 - a) organisation du travail;
 - b) réunions diverses;
 - c) horaires des intervenants;
 - d) heures d'ouverture.
5. STRATEGIE DE COMMUNICATION
Par exemple : publicité-information, sensibilisation, contacts avec les services généraux,...
6. REFERENCES THEORIQUES
7. METHODOLOGIES
 - a) méthode d'analyse des besoins;
 - b) méthodes d'intervention dans les différents domaines.
8. MODES D'EVALUATION
Évaluation du service dans l'ensemble de ses missions.

9. RESSOURCES HUMAINES

- a) personnel;
- b) formation.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 janvier 2008 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide aux activités de la vie journalière.

Namur, le 10 janvier 2008.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

D. DONFUT

ANNEXE 3 : FORMATIONS ET EXPERIENCES EXIGÉES

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du XXXXXX relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide aux activités de la vie journalière.

Coordinateur AVJ

1) Les porteurs d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur universitaire ou non universitaire, de plein exercice ou de promotion sociale, à orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale et qui justifient :

- d'une expérience d'au moins trois années de service dans une fonction éducative, sociale, pédagogique, psychologique ou paramédicale exercée dans le secteur de l'aide aux personnes et
- dans les quatre ans de leur engagement, de la réussite des formations en deux années de 150 heures "Gestion de services pour personnes handicapées" organisée par un opérateur de formation ou par un établissement d'enseignement agréé par la Communauté française et dont le contenu est approuvé par le Comité de Gestion de l'Agence;

2) Les coordinateurs AVJ qui étaient engagés comme coordinateurs AVJ au 1er janvier 2007 et qui possédaient, antérieurement à cette date, les qualifications et formations requises pour l'exercice de cette fonction.

Tout coordinateur AVJ est tenu de participer à des activités de formation permanente de deux jours au moins par an. Ces activités sont organisées par des opérateurs de formation et leurs contenus approuvés annuellement par le Comité de Gestion de l'Agence.

Assistant AVJ

Les porteurs d'au minimum, un des titres suivants :

- diplôme ou certificat de fin d'études secondaires inférieures ou secondaires supérieures (formation générale ou technique);
- brevet ou certificat de fin d'études (terminées avec fruit) professionnelles secondaires supérieures.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 janvier 2008 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide aux activités de la vie journalière.

Namur, le 10 janvier 2008.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

D. DONFUT

ANNEXE 4 : LES SUPPLÉMENTS POUR ANCIENNETÉ

§1^{er}. Les suppléments pour ancienneté pour le coordinateur (par service)

Ancienneté	Supplément coordinateur
0	0,00
1	2.367,59
2	2.367,59
3	4.488,31
4	4.488,31
5	6.609,01
6	6.609,01
7	8.729,74
8	8.729,74
9	10.850,46
10	11.639,51
11	13.760,23
12	13.760,23
13	15.880,93
14	15.880,93
15	18.001,66
16	18.001,66
17	20.122,38
18	20.122,38
19	22.243,09
20	22.243,09
21	24.363,88
22	24.363,88
23	26.484,58
24	26.484,58
25	26.484,58
26	26.484,58
27	26.484,58
28	26.484,58
29	26.484,58
30	26.484,58
31	26.484,58

§1^{er}. Les suppléments pour ancienneté pour les assistants AVJ (par bénéficiaire)

Ancienneté	Supplément assistant AVJ
0	0,00
1	2.085,82
2	2.163,37
3	2.586,14
4	2.663,68
5	3.201,46
6	3.279,01
7	6.329,92
8	6.407,47
9	7.189,07
10	7.962,62
11	8.759,62
12	8.852,66
13	9.649,74
14	9.742,76
15	10.539,81
16	10.632,83
17	11.429,85
18	11.522,88
19	12.319,95
20	12.412,98
21	13.210,01
22	13.303,04
23	14.100,11
24	14.193,13
25	14.990,12
26	15.083,16
27	15.919,11
28	16.012,15
29	16.106,49
30	16.106,49
31	16.106,49

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 janvier 2008 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide aux activités de la vie journalière.

Namur, le 10 janvier 2008.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

D. DONFUT

ANNEXE 5 : PRINCIPES D'ADMISSIBILITE DES CHARGES**I. Les charges sont réputées non-admissibles si elles ne respectent pas les principes généraux suivants:**

- 1) elles doivent être relatives aux bénéficiaires pour lesquels un Bureau Régional a statué favorablement sur l'opportunité d'un accompagnement dans le service - Au cas où le service prend en charge des personnes qui ne détiennent pas de décision favorable du B.R., les charges relevées dans la comptabilité du service sont réduites au prorata du nombre de dossiers relatifs aux bénéficiaires pour lesquels un Bureau Régional a statué favorablement sur l'opportunité d'une prise en charge par le service;
- 2) elles doivent être relatives aux frais pour lesquels le Service a été subventionné;
- 3) elles doivent être comptabilisées conformément à la législation sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et à ses arrêtés d'exécution;
- 4) elles doivent résulter d'échanges entre tiers et de réalités économiques tangibles. En particulier, les ASBL liées par un contrôle ou une direction unique au sens des articles 5 et 10 du code des sociétés instauré par la loi du 7 mai 1999 constituent des tiers entre elles dans la mesure où leurs comptabilités respectives peuvent être valablement contrôlées;
- 5) elles doivent résulter d'échanges avec des personnes physiques qui ne peuvent être membres du pouvoir organisateur ou de la direction du service, ou avec des personnes morales parmi lesquels les membres du pouvoir organisateur ou de la direction du service n'assurent pas une fonction de direction ou d'administrateur. Dans le cas contraire, le caractère probant des charges doit pouvoir être constaté par l'Agence;
- 6) elles ne peuvent être relatives à des forfaits, hormis lorsque ceux-ci sont justifiés par une convention qui détaille les conditions dans lesquelles les prestations professionnelles sont fournies et rémunérées;
- 7) elles doivent résulter le cas échéant, d'une imputation réalisée à partir d'une clé de répartition répondant à des critères objectifs, réalistes et concrets.

2. Les charges suivantes en particulier sont réputées non-admissibles :**2.1. dans les comptes 60 et 61 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :**

- 1) la partie des frais de déplacement de service qui dépasse le taux prévu pour le personnel des Ministères par l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mars 2001;
- 2) les valeurs d'investissements en ce compris les Grosses Réparations et Gros entretiens de plus de 500 euros imputées en charge dans un seul exercice;
- 3) les frais de représentation qui ne sont pas liés directement à l'activité des services;
- 4) les souches de restaurant non-complétées par les noms des convives ainsi que les titres auxquels ils étaient présents;
- 5) les factures de séjour en hôtel non-complétées par les noms des personnes hébergées ainsi que les titres auxquels ils étaient présents;
- 6) les charges de loyer qui ne seraient pas justifiées par un contrat de bail écrit ou une convention entre les parties, détaillant les locaux faisant l'objet du contrat;

- 7) les charges de loyer entre ASBL ou fondations sauf si elles correspondent à la valeur des amortissements de la partie non-subsidiée par des pouvoirs publics de l'immeuble concerné. Dans ce cas seulement, les charges réputées incombant au bailleur sur base des lois sur les baux à loyer pourront être admises comme charges du locataire.

2.2. dans les comptes 62 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

- 1) Dans les services d'aide aux activités de la vie journalière, les rémunérations ne correspondant pas aux échelles barémiques 1, 2, 3, 5, 6, 8, 11, 13, 18, 24 à l'exception des personnes engagées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté qui bénéficiaient d'un barème supérieur au barème d'assistant AVJ du fait de qualifications supérieures aux qualifications requises à l'annexe X;
- 2) les charges patronales extra légales et les avantages complémentaires non repris dans la liste énumérée au point I de l'annexe 7 du présent arrêté;
- 3) les primes patronales pour assurances extra-légales visées au compte 6230;
- 4) les charges relatives aux assurances-groupes;
- 5) les dotations et utilisations de provisions pour pécules de vacances et de sortie visées aux comptes 6250 et 625;
- 6) les charges salariales ne résultant pas d'une convention ou d'un contrat de travail écrit mentionnant au moins la ou les fonctions exercées par le travailleur ainsi que le ou les volumes de prestations;
- 7) les charges de rémunération qui n'ont pas fait l'objet des déclarations auprès de l'ONSS et/ou de l'Administration fiscale;
- 8) les indemnités de rupture, hormis celles relatives au coordinateur.

2.3. dans les comptes 63 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

- 1) les charges d'amortissements résultant de taux supérieurs aux taux suivants :
 - a. 20 % pour les frais d'établissement visés au compte 6300.
 - b. 33 % pour les immobilisations incorporelles visées au compte 6301.
 - c. 3 % pour les constructions et terrains bâtis visés au compte 63020, à l'exception des grosses réparations et gros entretiens d'immeubles (compte 63020X) qui sont amortis à un taux de 10 %.
 - d. 20 % pour les installations, machines et outillages visés au compte 63021 à l'exception du matériel éducatif qui est amorti à un taux de 10 %. Le matériel informatique peut néanmoins être amorti à un taux de 33%.
 - e. 10 % pour le mobilier visé au compte 63022X.
 - f. 20 % pour le matériel roulant visé au compte 63022X.
 - g. L'un des taux précédents en fonction du type de bien concerné par le contrat de location-financement ou de droits similaires.
 - h. Une dérogation à ces taux peut être accordée par l'Agence en cas d'acquisition d'occasion ou de biens préfabriqués. Celle-ci doit être demandée par lettre recommandée et motivée.
- 2) les réductions de valeur sur créances visées aux comptes 633 et 634;
- 3) les provisions pour pensions légales et extra-légales visées au compte 635;
- 4) les provisions pour gros travaux et gros entretiens visées au compte 636;
- 5) les autres provisions visées au compte 637.

2.4. dans les comptes 64 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

- 1) les amendes imputées au compte 640;
- 2) les charges relatives aux montants à restituer aux pouvoirs subsidiaires visées aux comptes 646.

2.5. dans les comptes 65 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

- 1) les charges financières non-ventilées selon leur nature dans les comptes suivants: 65000- « Charges financières d'emprunt pour investissements », 65001- « Charges financières de leasings », 65002- « Charges financières de crédits de caisse - retards Awiph ou raison impérative », 65003- « Charges financières de crédits de caisse - Autres », 6570- « Charges financières comptes bancaires », 6571- « Charges financières - placements »;
- 2) les charges de crédits de caisse sauf si le recours à ceux-ci est rendu obligatoire par un retard de paiement dû à l'Administration ou pour une raison impérative indépendante de la volonté du service. Le service doit alors prouver le retard de paiement et la responsabilité de l'Administration par une attestation à réclamer à l'Agence ou prouver le caractère impératif de l'événement qui a justifié le recours à un tel crédit;
- 3) les charges financières résultant des opérations de placement.

2.6. dans les comptes 66 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

- les charges exceptionnelles visées au compte 660.

2.7. dans les comptes 69 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

- les charges d'affectations et prélèvements ventilées dans les comptes 69.

2.8. Divers :

- 1) les dons simultanément comptabilisés en charges et en produits;
- 2) les produits des activités des institutions simultanément comptabilisés en charges et en produits;
- 3) les charges relatives à des remboursements de frais d'administrateurs sauf celles découlant de missions ponctuelles décidées par le Conseil d'Administration collégalement avec la direction.

3. Sont déduites des charges :

- 1) les subventions obtenues des pouvoirs publics lorsqu'elles couvrent précisément les mêmes charges que celles prises en compte aux termes du présent arrêté;
- 2) le subside de fonctionnement octroyé par la Loterie Nationale n'est pas déductible des charges;
- 3) les diverses récupérations de frais, à l'exception des dons privés, des recettes résultant de fancy-fairs ou autres opérations d'appel de fonds privés, de ventes de produits à l'extérieur du service, de la gestion de trésorerie et des recettes issues de la location d'appartements. Ces exceptions sont prises en compte si les produits concernés sont comptabilisés dans des comptes ou sous-comptes distincts et qu'en même temps les charges liées à l'organisation de ces opérations font l'objet des mêmes distinctions;

- 4) les charges relatives à l'organisation de fancy-fairs ou autres opérations d'appel de fonds privés, de ventes de produits à l'extérieur du service, de gestion de trésorerie et des recettes issues de la location d'appartements supervisés. Celles-ci doivent faire l'objet d'une comptabilisation ventilant chacun de ces types de charges tout comme les recettes obtenues suite à l'organisation de ces opérations.

4. Affectation des charges aux différentes subventions :

Sans préjudice des principes d'admissibilité des charges énoncés dans le présent arrêté :

- Sont considérées comme des charges relevant de la subvention annuelle de personnel visée au titre VII, les charges valablement imputées dans les comptes 618 et 62 repris au PCMN visé à l'article 59.
- Les autres charges relèvent de la subvention annuelle de fonctionnement visée au titre VII.

Lorsque la subvention annuelle de personnel ne permet pas de couvrir l'ensemble des charges y afférentes, celles-ci peuvent être couvertes par la subvention annuelle de fonctionnement telle qu'elle est définie à l'article 59.

5. Contrôle financier :

Quand un service existe au sein d'une entité administrative comprenant des services subventionnés sur base de l'arrêté du 9 octobre 1997 ou sur base du présent arrêté, le contrôle de l'utilisation des subventions de ce service se réalise en totalisant d'une part les subventions octroyées et d'autre part les charges qui doivent être ventilées par sections au sein de la comptabilité.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 janvier 2008 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide aux activités de la vie journalière.

Namur, le 10 janvier 2008.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

D. DONFUT

ANNEXE 6 : FRAIS DE PERSONNEL ADMISSIBLES**I. Avantages complémentaires.**

Les avantages complémentaires comprennent exclusivement :

1° Un supplément de traitement de 50 % sur base du traitement horaire subventionné, à concurrence de 11 heures maximum par dimanche, pour les prestations effectuées le dimanche par les membres du personnel.

2°. Une allocation de fin d'année calculée selon les dispositions en vigueur pour les agents de la Région wallonne.

II. Ancienneté pécuniaire.

Pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire du personnel des services AVJ est admissible le nombre d'années durant lesquelles le travailleur a été rémunéré par l'employeur, que ce soit à temps plein ou à temps partiel, dans les secteurs suivants :

les institutions agréées ou conventionnées par l'Agence, par l'ex Fonds 81 et l'ex FCIPPH,

les institutions agréées ou conventionnées par la COCOF et la COCOM,

les services d'Aide à la Jeunesse et de l'ex Protection de la Jeunesse,

les services agréés ou conventionnés par l'O.N.E.,

les Centres Agréés,

les institutions agréées et conventionnées par la Direction Générale des Affaires sociales et de la Santé du Ministère Fédéral des Affaires Sociales, de la Santé Publique et de l'Environnement,

les institutions agréées et conventionnées par la Direction Générale de l'Action sociale et de la Santé du Ministère de la Région Wallonne,

les Ecoles d'Enseignement Spécial,

les institutions ayant obtenu une convention avec l'INAMI,

sont assimilées les périodes de congés de maternité et d'allaitement, les périodes d'interruption de carrière d'un an maximum donnant le droit à une allocation d'interruption, les 10 jours d'absence pour motifs impérieux.

Ces services ne sont pris en considération qu'à partir de la date à laquelle le membre du personnel atteint l'âge fixé à l'annexe VII du présent arrêté.

Les membres du personnel qui étaient en service avant le 1er janvier 1984 dans les institutions agréées par le Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés ou par l'Office de Protection de la Jeunesse, conservent au minimum le bénéfice de l'ancienneté pécuniaire qui leur a été reconnue officiellement à l'époque.

La preuve des services prestés, à fournir par les intéressés résulte des versements effectués auprès d'un organisme de sécurité sociale ou d'une caisse de pension.

Tout autre document justificatif pourra être exigé par les services compétents.

III. Nominations, promotions et changements de fonction.

§ 1er Pour tout membre du personnel nommé à un grade de direction, la rémunération ne peut être inférieure à celle afférente à la fonction à laquelle donne droit son diplôme dans le service qui l'occupe;

§ 2. Le membre du personnel promu à un autre grade, dans le même service, conserve la totalité de l'ancienneté pécuniaire qui lui a été reconnue sur base des critères fixés au point II de la présente annexe.

De même en cas de changement de fonction au sein de la même institution, l'ancienneté pécuniaire reconnue avant le changement de fonction reste acquise, compte tenu néanmoins des âges de prises de rangs tels qu'ils sont définis au point II de la présente annexe.

IV Aménagement de la fin de carrière

La cotisation mensuelle versée au Fonds social « Old Timer » en application de la convention collective de travail du 7 janvier 2003 dans les termes où elle a été conclue au sein de la Commission Paritaire 319.02 instaurant des dispositions quant à l'aménagement de la fin de carrière professionnelle dénommée « plan Tandem », est considérée comme une charge admissible.

Pour le secteur public, ce dispositif doit être préalablement reconnu par le Gouvernement comme offrant des avantages et garanties semblables à celles prévues par la convention collective de travail précitée.

V Ne sont pas admissibles :

1° Les rémunérations payées à des membres du personnel admis à la retraite, qui exercent une activité professionnelle non autorisée en vertu de la législation en matière de pension.

2° La partie des rémunérations et des charges patronales légales qui dépasse les montants pris en charge par les pouvoirs publics pour un horaire complet sans préjudice du paiement des heures supplémentaires admissibles et des prestations effectuées dans le cadre de l'enseignement de promotion sociale organisé en faveur des membres du personnel en service dans les services.

Cette disposition s'applique également au cas où une personne occupe plusieurs fonctions à temps partiel subventionnées ou à charge des pouvoirs publics.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 janvier 2008 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide aux activités de la vie journalière.

Namur, le 10 janvier 2008.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

D. DONFUT

ANNEXE 7 : Echelles de traitement

Fonctions	Barème (N° Echelle)	Age minimum
Coordinateur AVJ	24	24
Assistant AVJ	5	18
Comptable Classe 1	18	23
Comptable Classe 2	8	20
Ouvrier Catégorie 1	1	18
Ouvrier Catégorie 2	2	18
Ouvrier Catégorie 3	3	18
Ouvrier Catégorie 4	6	18
Ouvrier Catégorie 5	11	18
Educateur Classe 2A	13	20

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 janvier 2008 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide aux activités de la vie journalière.

Namur, le 10 janvier 2008.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

D. DONFUT

ANNEXE 8 : Barèmes au 01/01/1990Numéros d'échelle

Anc Péc.	1	2	3	5	6	8	11	13	18	24
0	13.169,24	13.169,24	13.169,24	13.434,39	13.434,39	14.144,73	14.658,27	15.190,82	16.462,78	22.170,73
1	14.231,22	14.231,22	14.231,22	14.496,37	14.496,37	15.298,50	15.767,69	16.344,59	17.661,12	23.257,00
2	14.363,74	14.363,74	14.363,74	14.635,96	14.635,96	15.427,01	15.767,69	16.344,59	17.661,12	23.257,00
3	14.496,32	14.496,32	14.496,32	14.775,54	14.775,54	15.555,49	16.033,98	16.610,87	18.193,62	24.230,01
4	14.628,84	14.628,84	14.628,84	14.915,11	14.915,11	15.684,02	16.033,98	16.610,87	18.193,62	24.230,01
5	14.761,39	14.761,39	14.761,39	15.054,70	15.054,70	15.812,53	16.300,29	16.965,86	18.726,12	25.203,01
6	14.893,96	14.893,96	14.893,96	15.194,29	15.194,29	16.123,12	16.300,29	16.965,86	18.726,12	25.203,01
7	15.026,49	15.026,49	15.026,49	15.333,88	15.333,88	16.433,75	16.566,55	19.259,37	21.341,10	26.176,02
8	15.159,04	15.159,04	15.159,04	15.473,46	15.473,46	16.744,34	16.566,55	19.259,37	21.341,10	26.176,02
9	15.291,58	15.291,58	15.291,58	15.613,05	15.613,05	17.054,95	16.832,86	19.802,43	21.884,14	27.149,03
10	15.834,99	15.834,99	15.834,99	16.160,65	16.160,65	17.720,59	17.187,85	20.164,43	22.246,14	27.511,05
11	15.995,50	15.995,50	15.995,50	16.328,05	16.328,05	18.031,20	17.542,85	20.707,46	22.789,20	28.484,06
12	16.155,99	16.155,99	16.155,99	16.495,50	16.495,50	18.341,82	17.542,85	20.707,46	22.789,20	28.484,06
13	16.316,48	16.316,48	16.316,48	16.662,96	16.662,96	18.652,43	17.897,86	21.250,52	23.332,23	29.457,06
14	16.476,99	16.476,99	16.476,99	16.830,38	16.830,38	18.963,01	17.897,86	21.250,52	23.332,23	29.457,06
15	16.637,50	16.637,50	16.637,50	16.997,84	16.997,84	19.274,54	18.252,85	21.793,56	23.875,27	30.430,07
16	16.797,98	16.797,98	16.797,98	17.165,26	17.165,26	19.591,27	18.252,85	21.793,56	25.745,85	30.430,07
17	16.958,50	16.958,50	16.958,50	17.332,69	17.332,69	19.908,01	18.607,85	22.336,59	26.288,89	31.403,08
18	17.118,98	17.118,98	17.118,98	17.500,14	17.500,14	20.224,74	18.607,85	22.336,59	26.288,89	31.403,08
19	17.279,47	17.279,47	17.279,47	17.667,57	17.667,57	20.541,47	18.962,84	22.879,66	26.831,92	32.376,08
20	17.440,00	17.440,00	17.440,00	17.835,00	17.835,00	20.858,21	18.962,84	22.879,66	26.831,92	32.376,08
21	17.600,49	17.600,49	17.600,49	18.002,45	18.002,45	21.174,92	19.319,63	23.422,69	27.374,98	33.349,12
22	17.760,98	17.760,98	17.760,98	18.169,88	18.169,88	21.491,65	19.319,63	23.422,69	27.374,98	33.349,12
23	17.921,49	17.921,49	17.921,49	18.337,33	18.337,33	21.808,38	19.681,66	23.965,75	27.918,02	34.322,12
24	18.081,97	18.081,97	18.081,97	18.504,76	18.504,76	22.125,12	19.681,66	23.965,75	27.918,02	34.322,12
25	18.242,48	18.242,48	18.242,48	18.672,18	18.672,18	22.441,83	20.043,65	24.508,79	28.461,08	34.322,12
26	18.402,97	18.402,97	18.402,97	18.839,64	18.839,64	22.758,58	20.043,65	24.508,79	28.461,08	34.322,12
27	18.563,48	18.563,48	18.563,48	19.007,06	19.007,06	23.075,32	20.405,68	25.051,82	29.004,11	34.322,12
28	18.723,97	18.723,97	18.723,97	19.174,51	19.174,51	23.392,03	20.405,68	25.051,82	29.004,11	34.322,12
29	18.884,48	18.884,48	18.884,48	19.344,32	19.344,32	23.708,76	20.767,68	25.051,82	29.004,11	34.322,12
30	18.884,48	18.884,48	18.884,48	19.344,32	19.344,32	23.708,76	20.767,68	25.051,82	29.004,11	34.322,12
31	18.884,48	18.884,48	18.884,48	19.344,32	19.344,32	23.708,76	21.129,70	25.051,82	29.004,11	34.322,12

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 janvier 2008 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide aux activités de la vie journalière.

Namur, le 10 janvier 2008.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

D. DONFUT

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2008 — 746

[C — 2008/27032]

10 JANUARI 2008. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de erkenning en de subsidiëring van de hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, inzonderheid op artikel 24;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 1 april 1999 betreffende de hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 24 februari 2000, 3 mei 2001, 29 november 2001, 13 december 2001, 22 april 2004 en 28 september 2006;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 30 november 2007;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 6 december 2007;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (Waals agentschap voor de integratie van gehandicapte personen), gegeven op 20 december 2006;

Gelet op de gecoördineerde wetten op de Raad van State, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Overwegende dat de regelgeving betreffende de hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven aangepast moet worden;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de regelgeving betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven herzien moeten worden, meer bepaald de subsidiëringwijze, die de inrichtende machten niet meer in staat stelt hun dienst efficiënt te beheren;

Overwegende dat deze bepalingen in werking moeten treden op 1 januari 2007;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

TITEL 1. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

2° Minister : de Minister bevoegd voor het Gehandicaptenbeleid;

3° Agentschap : het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées";

4° gewestelijk bureau : de gewestelijke bureaus opgericht krachtens artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 houdende uitvoering van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

5° beheerscomité : het beheerscomité van het Agentschap, ingesteld krachtens artikel 31 van het decreet;

6° rechthebbende : elke gehandicapte persoon in de zin van artikel 2 van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, die minstens 18 jaar oud is op het ogenblik van de sluiting van de dienstenovereenkomst, bedoeld in punt 12° van dit artikel, en die op grond van een beslissing van het Agentschap bedoeld in artikel 21 van het decreet in aanmerking komt voor hulpverlening in het kader van de activiteiten van het dagelijks leven wegens een lichamelijke handicap die vóór de leeftijd van 65 jaar is vastgesteld;

7° hulp i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven : de gedeeltelijke of totale hulpverlening die i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven door een "AVJ"-ploeg worden verleend zodat de rechthebbende een zelfstandig leven kan leiden.

Deze hulpverlening mag niet minder dan 7 uur of meer dan 30 uur per week bedragen.

Wat haar frequentie, duur en intensiteit betreft, komt deze hulpverlening voort uit een evaluatieschaal die samen door de rechthebbende en de coördinator van de dienst voor hulpverlening voor de activiteiten van het dagelijks leven wordt opgesteld.

De hulpverlening wordt niet gelijkgesteld met een psychosociale, medische of therapeutische tussenkomst;

8° "AVJ"-dienst : de dienst die 24 uren op 24 en 7 dagen op 7 werkt en de rechthebbende, uitsluitend op zijn verzoek, vanaf een "AVJ"-centrum hulp verleent in het kader van de activiteiten van het dagelijks leven;

9° "AVJ"-centrum : het hoofdlokaal van de "AVJ"-dienst waar de hulpverlening moet worden aangevraagd en dat als vertrekpunt en coördinatieplaats dient voor hulpverlening in het kader van de activiteiten van het dagelijks leven;

10° "AVJ"-woning : de woning die in een woonwijk geïntegreerd is en die op maximum 500 meter van het "AVJ"-centrum gelegen is;

11° "AVJ" assistent : het personeel dat voldoet aan de kwalificaties bedoeld in bijlage 3;

12° dienstenovereenkomst : partnerschapsdocument dat de in artikel 32 bedoelde gegevens bevat en tussen de rechthebbende en de dienst gesloten wordt; het is opgesteld naar het model in bijlage 1 bij dit besluit;

13° tewerkstellingskadaster : de personeelslijst opgesteld door de dienst aan het einde van elk jaar volgens een model opgesteld door het Agentschap.

TITEL 2. — Algemene beginselen en opdrachten van de diensten**HOOFDSTUK I. — Algemene beginselen**

Art. 3. De hulpverlening in het dagelijkse leven bestaat uit een hulpverlening voor personen met een lichamelijke handicap die gekozen hebben om volledig autonoom te leven. Deze personen kunnen 24 uren op 24 op deze dienst beroep doen om hen te helpen in de activiteiten van het dagelijks leven die ze niet zelf kunnen vervullen wegens hun lichamelijke handicap. De hulp wordt uitsluitend op verzoek van de personen verleend die beslissen wanneer en hoe zij wensen geholpen te worden met een maximale inachtneming van hun privéleven.

Art. 4. De hulpverlening in het dagelijkse leven :

- eerbiedigt de ideologische, filosofische en religieuze opvattingen van de gehandicapte personen en mag op grond hiervan niet geweigerd worden;
- eerbiedigt het privé-leven van de rechthebbende en het privé-karakter van zijn woning;
- impliceert een strenge naleving van het beroepsgeheim door de personeelsleden;
- is het gevolg van een volledige, juiste en te gelegener tijd informatieverstrekking aan de rechthebbende en/of zijn wettelijke vertegenwoordiger over alle vragen i.v.m. zijn hulpverlening;
- waarborgt het respect voor het privéleven, de onafhankelijkheid en de vrijheid van keuze van de rechthebbende en van zijn gezin;
- waarborgt de gelijkheid tussen de personen. In dat opzicht mag zij de rechthebbende of zijn gezin geen andere financiële bijdrage opleggen dan die bedoeld in de dienstenovereenkomst.

HOOFDSTUK II. — Opdrachten van de diensten

Art. 5. De diensten verstrekken de rechthebbende :

- de mogelijkheid zich in een woonwijk te integreren en zijn levenskwaliteit te verbeteren door hem dezelfde kansen te geven als de andere burgers om aan het maatschappelijke, familiale, culturele en beroepsleven deel te nemen;
- hulp in het dagelijkse leven zoals bepaald in de dienstenovereenkomst die bij zijn opname in de dienst ondertekend wordt;
- informatie over de verschillende beschikbare diensten die uitlegt aan welke behoeften niet wordt tegemoet gekomen.

TITEL 3. — Erkenning van de diensten**HOOFDSTUK I. — Procedures****Afdeling 1. — Principieel akkoord tot oprichting**

Art. 6. § 1. De aanvraag om principieel akkoord tot oprichting van een "AVJ"-dienst wordt schriftelijk aan het Agentschap gericht.

Ze gaat vergezeld van de documenten en inlichtingen waaruit blijkt dat de in § 2 van dit artikel bedoelde voorwaarden vervuld zijn.

Bovendien verstrekt de aanvrager de nuttige gegevens i.v.m. de doelstellingen van de dienst en de aard van de door hem verleende diensten met een globale beschrijving van de mogelijke rechthebbenden.

§ 2. De dienst moet :

1. geregeld worden door in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakte statuten waarvan een artikel bepaalt dat de vereniging buiten elke raciale, politieke, filosofische of godsdienstige overweging handelt;
2. een maatschappelijk doel hebben dat voldoet aan artikel 2, 7°, van dit besluit;
3. het bewijs leveren dat de dienst aan een werkelijke behoefte beantwoordt aan de hand van een kandidatenlijst van gehandicapte personen die gewag maakt van hun geslacht en leeftijd;
4. reële toekomstmogelijkheden hebben om over "AVJ"-woningen voor minimum twaalf gehandicapte personen te beschikken.

Art. 7. Het Agentschap geeft kennis van de beslissing i.v.m. het principieel akkoord tot oprichting.

Art. 8. Het principieel akkoord tot oprichting mag in geen geval op een tenlasteneming van de rechthebbenden uitlopen.

Het mag geen aanleiding geven tot een subsidiëring door het Agentschap.

Art. 9. Het Agentschap kan het principieel akkoord tot oprichting schorsen of intrekken wanneer één van de in artikel 6, § 2, van dit besluit bedoelde voorwaarden niet meer vervuld is.

Het Agentschap geeft kennis van de beslissing tot opschorting of intrekking van het principieel akkoord tot oprichting.

De beslissing heeft uitwerking met ingang van de eerste dag van de maand volgend op die van de kennisgeving ervan.

Art. 10. De diensten waarvoor het principieel akkoord wordt opgeschort of ingetrokken kunnen het in de artikelen 24 tot 27 bedoelde beroep indienen.

Afdeling 2. — Aanvraag tot eerste erkenning

Art. 11. De aanvraag tot eerste erkenning wordt schriftelijk aan het Agentschap gericht. Ze gaat vergezeld van de volgende stukken en gegevens :

1° een nota waarin gewag wordt gemaakt van het aantal rechthebbenden die men zich voorneemt te helpen;

2° de lokalisatie van de "AVJ"-woningen binnen de omtrek van de actie van de dienst, waarbij het aantal woningen niet lager mag zijn dan 12;

3° het project van de dienst;

4° de identiteit van de coördinator van de dienst, zijn uittreksel uit het strafregister sinds minder dan drie maanden afgeleverd en de geschreven bevoegdheidsoverdracht van de inrichtende macht bedoeld in artikel 39;

5° een afschrift van de diploma's en getuigschriften van de coördinator, alsmede het bewijs van nuttige ervaring vereist in bijlage 3;

6° een lijst van het in dienst genomen of voorziene personeel, met, o.a. de identiteit van de leden, hun kwalificatie en de arbeidsduur;

7° als de dienst is opgericht in de juridische vorm van een VZW of van een stichting, een afschrift van de gecoördineerde statuten zoals ze zijn neergelegd bij de bevoegde instanties;

8° het inschrijvingsnummer van de dienst bij de R.S.Z. of bij de R.D.S.Z.P.P.O. en, voor de VZW's, het inschrijvingsnummer in het rijksregister.

Als het beheerscomité acht dat de nodige gegevens rechtstreeks verkregen kunnen worden via rechtsgeldige bronnen van andere administraties of instellingen, kan hij de aanvrager vrijstellen van het verstrekken van deze gegevens aan het Agentschap.

Art. 12. Binnen dertig dagen na verzending van de aanvraag tot eerste erkenning stuurt het Agentschap een bericht van ontvangst van het dossier naar de aanvrager als het volledig is. Als het dossier onvolledig is, informeert het Agentschap de aanvrager op dezelfde wijze en geeft het hem kennis van de ontbrekende stukken.

Het Agentschap behandelt het dossier en het beheerscomité van het Agentschap beslist binnen twee maanden, te rekenen van de datum van ontvangst van het volledige dossier betreffende de aanvraag tot eerste erkenning.

Afdeling 3. — Aanvraag tot hernieuwing van de erkenning

Art. 13. De aanvraag tot hernieuwing wordt uiterlijk zes maanden vóór afloop van de geldigheidstermijn van de erkenning aan het Agentschap gericht. De termijn van zes maanden wordt tot twee maanden ingekort als de erkenning verleend wordt voor een duur van zeven maanden of minder.

Art. 14. De aanvraag gaat vergezeld van de stukken bedoeld in artikel 11, 1°, 3° en 4°. Als de andere stukken vereist krachtens artikel 4°, eerste lid, wijzigingen ondergaan, worden zij bijgevoegd.

De jaarlijkse evaluatieverslagen bedoeld in artikel 50 en opgesteld sinds de laatste erkenning, worden eveneens bij de aanvraag gevoegd.

Art. 15. De inspectiediensten van het Agentschap gaan na of de dienst voldoet aan de verschillende erkenningsvoorwaarden en -normen bedoeld in titel IV. De beoordelingen van de inspectiediensten worden aan de leden van het beheerscomité gericht om hem van advies te dienen bij zijn besluitvorming.

Art. 16. De dienst blijft voorlopig erkend totdat het beheerscomité zijn beslissing getroffen heeft.

Afdeling 4. — Beslissing tot eerste erkenning en tot hernieuwing van de erkenning

Art. 17. Het beheerscomité beoordeelt de elementen van het dossier betreffende de aanvraag tot eerste erkenning.

Art. 18. In geval van hernieuwing beslist het beheerscomité van het Agentschap op grond van de verschillende elementen van het dossier en van het evaluatieverslag.

Art. 19. De beslissing van het Agentschap vermeldt :

1° de begin- en einddatum van de erkenning;

2° het aantal rechthebbenden op de hulpverlening in het dagelijkse leven;

3° het aantal betrokken "AVJ"-woningen.

Art. 20. De erkenning wordt verleend voor een periode van maximum vijf jaar. Zij kan hernieuwd worden.

Afdeling 5. — Bijzondere bepalingen

Art. 21. Indien het beheerscomité vaststelt dat één of verschillende van de erkenningsvoorwaarden en -normen bedoeld in titel IV niet of niet meer worden vervuld, kan het bij de hernieuwing of op elk ander tijdstip na verhoor van de verantwoordelijken van de dienst de erkenning voorwaardelijk behouden, opschorten of intrekken dan wel het aantal rechthebbenden voor wie het dossier wordt erkend, verminderen.

Bij voorwaardelijk behoud van de dienst wordt de beslissing gekoppeld aan verplichtingen die de dienst moet nakomen binnen een bepaalde termijn na afloop waarvan het beheerscomité kan beslissen tot de opschorting of de intrekking van de erkenning of tot de vermindering van het aantal rechthebbenden voor wie de dienst wordt erkend.

Art. 22. Het beheerscomité kan eveneens, gedurende hoogstens twee jaar, het behoud of de hernieuwing van de erkenning afhankelijk maken van de oprichting van een "begeleidingscomité", dat de dienst moet bijstaan bij de inachtneming van de erkenningsvoorwaarden.

Het begeleidingscomité bestaat uit minstens één vertegenwoordiger van het Agentschap, één deskundige aangewezen door het beheerscomité op grond van zijn bevoegdheid voor het bestaande probleem, één vertegenwoordiger van de inrichtende machten en één vertegenwoordiger van de representatieve werknemersorganisaties. Als de dienst na afloop van de opgelegde termijn nog steeds niet voldoet aan de erkenningsvoorwaarden, treft het Agentschap één van de maatregelen bedoeld in artikel 21.

Art. 23. Bij de sluiting van een dienst ten gevolge van de intrekking van de erkenning zorgt het Agentschap voor de erkenning van een nieuwe VZW die de continuïteit van de hulpverlening in het dagelijkse leven van de betrokken rechthebbenden op zich neemt.

HOOFDSTUK II. — *Beroepen*

Art. 24. Binnen dertig dagen na de kennisgeving van de krachtens deze titel genomen beslissingen kan schriftelijk beroep ingesteld worden bij de Minister.

Art. 25. De verzoeker of diens raad, alsmede het Agentschap of diens afgevaardigde, worden op hun verzoek door de Minister of diens afgevaardigde gehoord.

Art. 26. Het beroep is opschortend, behalve als het ingesteld wordt tegen een beslissing waarbij de eerste erkenning wordt geweigerd.

Art. 27. De Minister beslist binnen een termijn van drie maanden, die ingaat op de datum van ontvangst van het beroep. De beslissing wordt aan de verzoeker en aan het Agentschap betekend.

TITEL 4. — *Erkenningsvoorwaarden en -normen*

HOOFDSTUK I. — *Normen*

Art. 28. De hulpverlening in het dagelijkse leven wordt verricht overeenkomstig de beginselen omschreven in de artikelen 3 en 4.

Afdeling 1. — Project van de dienst

Art. 29. Het project van de dienst bedoeld in het huishoudelijk reglement wordt uitgewerkt op basis van het patroon bedoeld in bijlage 2. Daarbij wordt de ploeg van "AVJ"-assistenten tot samenwerking aangezet.

Dit project wordt voorgelegd aan de ondernemingsraad of, bij gebreke daarvan, aan de vakbondsafvaardiging.

Dit project wordt op zijn minst bijgewerkt bij elke aanvraag tot hernieuwing van de erkenning.

De dienst evalueert zijn activiteit minstens één keer per jaar.

De personeelsleden van de dienst en de rechthebbenden worden in kennis gesteld van het project, de bijwerkingen ervan en het jaarlijkse evaluatierapport over de activiteit van de dienst en kunnen daarvan steeds inzage nemen.

Art. 30. De dienst wendt de middelen aan die bijdragen tot de verwezenlijking van de doelstellingen van het project.

Afdeling 2. — Dienstenovereenkomst

Art. 31. De dienst en de rechthebbende sluiten een geschreven dienstenovereenkomst. De overeenkomst kan herzien worden als de partijen tot een akkoord komen.

Art. 32. De dienstenovereenkomst naar het model opgenomen in bijlage 1 bevat hoe dan ook de volgende gegevens :

- het doel van de dienst;
- de duur;
- de betaling van de financiële bijdrage;
- de modaliteiten tot uitvoering van de prestaties;
- de verplichtingen ten laste van de VZW;
- de verplichtingen ten laste van de rechthebbende;
- de verplichting tot naleving van het huishoudelijk reglement;
- de verbrekingsmodaliteiten;
- in bijlage, een evaluatierooster met de behoeften van de rechthebbende die door hem en de coördinator wordt opgesteld en die eigen aan de dienst is.

Afdeling 3. — Agenda van de dienst

Art. 33. De dienst houdt een listing van de omvang van de dienstverstrekkingen van de teamleden.

Afdeling 4. — Omvang en kwalificaties van het personeel

Art. 34. Het personeel van de diensten voldoet aan de kwalificatienormen bedoeld in bijlage 3 en bestaat uit minstens 0,8 "AVJ"-assistent per rechthebbende en uit een coördinator.

De dienst legt de afschriften van de diploma's, getuigschriften en attesten ter inzage van het Agentschap.

Bij hun indienstneming leggen de personeelsleden een uittreksel uit het strafregister aan de dienst over en leveren ze het bewijs dat ze niet zijn veroordeeld tot correctionele straffen, wat onverenigbaar is met de functie, of tot criminele straffen.

Afdeling 5. — Personeelsvorming

Art. 35. Op grond van het project bedoeld in artikel 29 stelt de dienst een vormingsprogramma voor het personeel op over minimum twee jaar.

Dat programma, opgemaakt na een gedachtewisseling met de betrokken actoren, bepaalt de nagestreefde doelstellingen. Het omschrijft de banden tussen de globale omgeving van de dienst, de dynamiek van het project van de dienst en de ontwikkeling van de capaciteiten van het personeel. Het bepaalt de criteria, de modaliteiten en de periodiciteit voor de evaluatie van die drie aspecten.

Afdeling 6. — Rechtspersoon

Art. 36. De dienst wordt beheerd door een vereniging zonder winstoogmerk opgericht overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 op de verenigingen zonder winstgevend doel of door een stichting.

Art. 37. De vereniging zonder winstoogmerk mag niet samengesteld zijn uit meer dan één vijfde van de personeelsleden of één vijfde van de personen die met hen aanverwant zijn tot de derde graad.

Art. 38. De raad van bestuur wordt voor minstens de helft samengesteld uit gehandicapte personen en uit hoogstens 30 % rechthebbenden en mag niet voor meer dan één derde van het totaal aantal bestuurders of van de personen die deel uitmaken van het personeel van de dienst samengesteld zijn uit personen die deel uitmaken van hetzelfde gezin als echtgenoot, wettelijke samenwoners, bloed- of aanverwante tot en met de tweede graad.

Afdeling 7. — Beheer van de dienst

Art. 39. § 1. De dienst vervult de volgende voorwaarden :

1° hij is autonoom op technisch, budgettair en boekhoudkundig vlak en beschikt over een administratief beheer van dien aard dat hij zijn opdracht kan uitvoeren en dat het Agentschap daarop controle kan uitoefenen. De technische, boekhoudkundige en budgettaire autonomie kan eventueel verleend worden via een administratieve entiteit waaronder de dienst zou ressorteren;

2° onder de leiding staan van een coördinator, natuurlijke persoon bezoldigd voor die functie en bevoegd om, overeenkomstig een geschreven overdracht van bevoegdheid door de inrichtende macht en onder haar verantwoordelijkheid, het dagelijks beheer van de dienst waar te nemen hoe dan ook wat betreft :

- a) de tenuitvoerlegging van het programma inzake hulpverlening in het dagelijkse leven;
- b) het personeelsbeheer;
- c) het financieel beheer;
- d) de toepassing van de geldende regelgevingen;
- e) de vertegenwoordiging van de dienst in zijn relaties met het Agentschap.

§ 2. De coördinator is bovendien in staat om voortdurend de effectieve leiding van de dienst waar te nemen. Als hij afwezig is, moet een daartoe afgevaardigd personeelslid in noodgevallen de nodige maatregelen kunnen treffen en in staat zijn om zowel interne als externe vragen te beantwoorden.

§ 3. In geval van verzuim of onregelmaat in de uitvoering van het mandaat van de coördinator, verzoekt het Agentschap de inrichtende macht per post en binnen de termijn die het Agentschap bepaalt om de nodige maatregelen te treffen.

Bij gebreke daarvan wendt het Agentschap zich tot het Beheerscomité, dat zich uitspreekt overeenkomstig de bepalingen van artikel 21.

Afdeling 8. — Administratief en boekhoudkundig beheer

Art. 40. Onverminderd de bepalingen van artikel 27 van het decreet maakt de dienst op verzoek van het Agentschap alle bewijsstukken over die vereist worden voor de uitoefening van de controle, meer bepaald de jaarrekeningen, de nodige stukken voor de berekening van de verschillende toelagen, alsmede het vormingsprogramma bedoeld in artikel 35.

Art. 41. De dienst maakt de sociale balans over aan de ondernemingsraad of, bij gebreke daarvan, aan de vakbondsafvaardiging zoals bepaald bij het koninklijk besluit van 4 augustus 96 betreffende de sociale balans, alsook de jaarrekeningen, de balans van de activiteiten en het vormingsprogramma bedoeld in artikel 35.

Art. 42. De dienst vermeldt de referenties van de door het Agentschap verleende erkenning op alle akten en overige stukken, publiciteitsfolders en aanplakkingen die van hem uitgaan.

Art. 43. De dienst voert een boekhouding overeenkomstig de wetgeving met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen en overeenkomstig de desbetreffende uitvoeringsbesluiten.

Art. 44. De inhoud en de presentatie van het genormaliseerde minimale boekhoudplan beantwoorden aan het volledige schema van de jaarrekeningen met balans, resultatenrekeningen en bijlagen overeenkomstig de wetgeving met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen en overeenkomstig de desbetreffende uitvoeringsbesluiten.

De opschriften en rekeningnummers die met de activiteiten van de diensten overeenstemmen, worden door het Agentschap aan de diensten meegedeeld.

Art. 45. De financiële bijdragen die krachtens artikel 67 van de rechthebbenden verlangd worden, worden dwingend geboekt als invorderingen van onkosten.

In het kader van de controle op het gebruik van de toelagen, worden die bijdragen in mindering gebracht van het bedrag van de overeenstemmende lasten.

De toelagen die door de overheid of door gesubsidieerde liefdadigheidsinstellingen aan de diensten worden gestort, worden eveneens afgetrokken van de overeenstemmende lasten die op geldige wijze bij het boekjaar zijn ondergebracht. Bedoelde toelagen worden slechts in aanmerking genomen voorzover ze toegekend worden ter dekking van de uitgaven op grond waarvan het bedrag van de toelage wordt berekend.

Art. 46. De beginbalans van elke dienst wordt aan het Agentschap voorgelegd binnen zes maanden na de bekendmaking van het erkenningsbesluit in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 47. De jaarrekeningen van elke dienst worden aan het Agentschap overgemaakt uiterlijk 31 mei van het jaar na het boekjaar.

Het boekjaar stemt overeen met het kalenderjaar.

Art. 48. Als diensten worden verstrekt door een juridisch onderscheiden vereniging die evenwel met de dienst verbonden is via een controle of een unieke directie in de zin van de artikelen 5 en 10 van het Wetboek van vennootschappen ingevoerd bij de wet van 7 mei 1999, vermelden de dienstverstrekkers hun aanwezigheid in het daartoe voorziene register.

Afdeling 9. — Verzekeringen

Art. 49. Vóór elke activiteit gaat de dienst een verzekeringspolis aan ter dekking van de civiele aansprakelijkheid van de dienst of van de personen voor wie hij moet instaan voor elke schade opgelopen door de rechthebbende. De polis vermeldt dat de jongere de hoedanigheid van derde behoudt en, per schadegeval, alle schade dekt tot minimum 2.479.000 euro voor lichamelijke schade en 247.900 euro voor materiële schade. De verzekeringspolis voorziet desgevallend in de dekking van collectieve activiteiten die plaatsvinden in de dienstlokalen.

HOOFDSTUK II. — Controle

Art. 50. De inspectiediensten hebben als opdracht na te gaan of aan de erkenningsnormen en -voorwaarden wordt voldaan. Ze evalueren regelmatig de actie van de dienst. Daartoe, en op grond van het jaarlijks verslag over de activiteiten van de dienst, evalueren ze in samenwerking met hen, de kwaliteit van hun prestaties en de overeenstemming tussen de bepalingen van de dienstenovereenkomst en de uitgevoerde activiteiten voor hulpverlening in het dagelijkse leven.

De inspectiediensten zien toe op de inachtneming van de voorschriften inzake toekenning en aanwending van toelagen en inzake boekhoudkundige verplichtingen.

Art. 51. De inspectiediensten vervullen bovendien een adviesfunctie bij de diensten.

De positieve of negatieve opmerkingen en conclusies van de verschillende inspecties worden overgemaakt aan de inrichtende machten en aan de directies. Vandaar worden ze doorgestuurd naar de ondernemingsraad en(of) de vakbondsafvaardiging.

TITEL 5. — Opvangbeleid

Art. 52. De rechthebbende moet in het bezit zijn van de beslissing tot tussenkomst van het Agentschap bedoeld in artikel 21 van het decreet, waarbij de hulpverlening in het dagelijkse leven noodzakelijk wordt geacht.

Art. 53. De diensten geven het bevoegde regionaal bureau van het Agentschap binnen drie dagen kennis van de berichten van in- en uitgaan van de rechthebbenden.

Art. 54. Een afwijking in verband met de minimale opvangleeftijd van de rechthebbenden in een dienst voor hulpverlening voor de activiteiten van het dagelijks leven kan door het Agentschap toegestaan worden op grond van een individueel dossier.

Art. 55. Het Agentschap zorgt ervoor dat de gerechtigde door één enkele dienst opgevangen worden.

Cumulatie is evenwel toegelaten voor een rechthebbende die beroep doet op de hulp van een begeleidingsdienst of een tussenkomst in de inrichting van de woning of een individuele steun voorzover deze hulpaanvraag niks te maken heeft met technische aanpassingen of uitrustingen die voor rekening zijn van de maatschappij erkend door de "Société wallonne du Logement" (Waalse Huisvestingsmaatschappij) in het kader van het ministerieel besluit ter uitvoering van artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 1 april 1999 tot bevordering van de projecten van "AVJ"-cellen ten gunste van gehandicapte personen die op een zelfstandige manier in sociale woonwijken wensen te leven

Het Agentschap kan ook op grond van een individueel project :

1. cumulatie met een opvang of een begeleiding door een andere structuur toelaten;
2. de opvang door de "AVJ"-dienst toelaten van rechthebbenden die niet voldoen aan de bepalingen bedoeld in artikel 2, 7° en 10°.

TITEL 6. — *Klachten*

Art. 56. Elke klacht betreffende de activiteit van de dienst wordt per post gericht aan het Agentschap, dat binnen tien dagen ontvangst bericht. Het Agentschap geeft de inrichtende macht onmiddellijk kennis daarvan. Het onderzoekt de klacht binnen hoogstens zes maanden. Het geeft de klager, de directie en de inrichtende macht van de dienst kennis van het gevolg dat aan de klacht wordt gegeven.

TITEL 7. — *Subsidiëring*

HOOFDSTUK I. — *Algemene beginselen*

Art. 57. Binnen de perken van de budgettaire kredieten ontvangen de diensten :

- 1° een jaarlijkse personeelstoelage;
- 2° een jaarlijkse werkingstoelage;
- 3° een toeslag wegens geldelijke anciënniteit.

HOOFDSTUK II. — *Berekening van de jaarlijkse toelagen*

Art. 58. § 1. De jaarlijkse personeelstoelage wordt bepaald door optelling van de volgende bedragen :

- bedrag 1 (betreffende de financiering van de kost van de coördinator) : € 34.510,96, rekening houdend met een percentage van wettelijke werkgeversbijdragen van 55,66 %;
- bedrag 2 (betreffende de financiering van de kost van de "AVJ"-assistenten) : € 19.395,75, rekening houdend met een percentage van wettelijke werkgeversbijdragen van 59,36 %, vermenigvuldigd met het aantal rechthebbenden.

§ 2. De bedragen bedoeld in paragraaf 1 worden gekoppeld aan het spilindexcijfer 138,01 van 1 januari 1990.

Art. 59. Het bedrag van de werkingstoelage, met inbegrip van de kosten i.v.m. het onderhoud en de hernieuwing van de interfonie wordt op 2.500,00 euro per werkelijk ten laste genomen rechthebbende vastgelegd en beperkt tot het maximumaantal rechthebbenden dat in de erkenningbeslissing vastligt.

Het bedrag bedoeld in het vorige lid is gekoppeld aan het spilindexcijfer 119,53 dat op 1 mei 1996 als referentie dient voor de loonindexering in het openbaar ambt.

HOOFDSTUK III. — *Berekening van de toeslag wegens geldelijke anciënniteit*

Art. 60. § 1. Een toelagetoeslag voor het personeel wordt verleend aan de diensten waarvan het gezamenlijke personeel aan het einde van het bestemmingsjaar een gemiddelde geldelijke anciënniteit heeft die hoger is dan 0.

§ 2. De dienst bezorgt het Agentschap aan het einde van elk bestemmingsjaar uiterlijk 31 maart het tewerkstellingskadaster.

Behalve geval van overmacht, wordt het niet-naleven van deze termijn, waarbij de poststempel als bewijs geldt, als volgt bestraft :

- 1° een boete gelijk aan 1/1 000 van de jaarlijks te verkrijgen toelage per dag vertraging;
- 2° onverminderd deze boete, wordt de dienst uiterlijk 21 dagen na de vertraging een aanmaning toegestuurd;
- 3° als het onderzoeksformulier niet toekomt binnen 10 dagen na verzending van de aanmaning, wordt de jaarlijkse toelage teruggebracht op 90 % van het bedrag dat tijdens het vorige boekjaar is verleend, naar rato van het aantal rechthebbenden.

De voor elk personeelslid in aanmerking te nemen geldelijke anciënniteit is die waarop het recht heeft op 31 december van het boekjaar waarop de toelage betrekking heeft, gewogen met het volume van de bezoldigde dienstverstrekingen. Voor de personeelsleden die de dienst vóór die datum verlaten hebben, is de in aanmerking te nemen geldelijke anciënniteit die waarop zij recht hebben op de uittredingsdatum, gewogen met het volume van de bezoldigde dienstverstrekingen.

Het resultaat van de deling wordt vervolgens verminderd met een half jaar anciënniteit.

§ 3. De toeslag wegens geldelijke anciënniteit wordt bepaald door optelling van het bedrag bedoeld in bijlage 4, § 1, en het bedrag bedoeld in bijlage 4, § 2, vermenigvuldigd met het aantal rechthebbenden, met inachtneming van de anciënniteit voortvloeiend uit de bepalingen bedoeld in § 2.

§ 4. De bedragen bedoeld in bijlage 4 worden gekoppeld aan het spilindexcijfer 140,02 van 1 januari 2007.

Art. 61. Als de toeslag wegens anciënniteit voor de eerste keer wordt toegekend, wordt hij automatisch in de vorm van voorschotten voor het volgende jaar betaald.

Als de anciënniteit kleiner is dan degene die als basis heeft gediend voor de toekenning van de voorschotten, wordt de toegekende toeslag aangepast.

HOOFDSTUK IV. — *Bedrag en betaling van de jaarlijkse toelage*

Art. 62. De Regering bepaalt de bedragen van de toelage voor de diensten die worden opgericht of die mogen uitbreiden krachtens de bepalingen van titel IX.

Art. 63. De jaarlijkse toelage wordt tijdens het bestemmingsjaar voortijdig vereffend bij maandelijks afbetalingen.

De maandelijks afbetalingen worden automatisch aangepast in de loop van de tweede maand na de overschrijding van de basisindex die als referentie dient voor de indexering van de lonen in het openbaar ambt.

HOOFDSTUK V. — *Controle op de jaarlijkse toelage*

Art. 64. § 1. Als het aantal personeelsleden lager is dan het aantal bedoeld in artikel 34 zal het Agentschap overgaan tot een invordering die overeenstemt met de aard en het aantal ontbrekende eenheden, vermenigvuldigd met de bedragen bedoeld in artikel 58, § 1, bij de vastgestelde anciënniteit van de dienst.

§ 2. Als het totaalbedrag van de toelaatbare lasten kleiner is dan de overeenstemmende toelagen, wordt het verschil ingevorderd bij de controle op het gebruik van de toelagen door het Agentschap, waarbij de invorderingen bedoeld in § 1 in mindering worden gebracht.

Art. 65. De in aanmerking komende lasten worden nader bepaald in de bijlagen 5 en 6.

Art. 66. Na kennisgeving gaat het Agentschap over tot de rechtzetting en de ambtshalve invordering van de toelagen verleend op grond van onjuiste aangiften of waarvan het gebruik ongerechtvaardigd blijkt te zijn.

Ze worden rechtgezet en ingevorderd in de loop van de tweede maand na die van de kennisgeving en kunnen het voorwerp uitmaken van een aanzuiveringsplan.

De diensten beschikken over een termijn van dertig kalenderdagen, waarbij de postdatum bewijskracht heeft, om elke rechtzetting of invordering te betwisten waarvan kennis wordt gegeven overeenkomstig dit besluit.

De diensten kunnen een aanvraag tot herziening van de toelage indienen binnen dertig kalenderdagen, te rekenen van de kennisgeving van een gegeven dat het bedrag van de toelage betwist en waarvan zij geen weet hadden bij de kennisgeving ervan.

De dienst moet dan het bewijs leveren van de datum waarop hij kennis genomen heeft van bedoeld gegeven.

TITEL 8. — *Financiële bijdrage van de rechthebbenden*

Art. 67. De diensten mogen van de rechthebbenden een financiële bijdrage eisen van hoogstens 25 euro per maand, gekoppeld aan het indexcijfer 119,53 van 1 mei 1996.

De diensten mogen bovenop de financiële bijdrage een toeslag eisen voor de kosten inherent aan een specifieke recreatieactiviteit of aan specifieke behoeften van de rechthebbende met het oog op zijn welzijn en op zijn persoonlijke ontplooiing.

Als de toeslag door de dienst wordt geëist, moet de rechthebbende of diens wettelijke vertegenwoordiger daarmee instemmen.

TITEL 9. — *Programming*

Art. 68. De globale programming van het aantal "AVJ"-woningen wordt voor het geheel van het Franse taalgebied van het Waalse Gewest vastgelegd op één plaats "AVJ"-woning per schijf van 15 000 inwoners.

TITEL 10. — *Overgangs-, wijzigings- en opheffingsbepalingen*

Art. 69. Op basis van de vorige bepalingen betreffende de financiering van een aantal "AVJ"-assistenten afgerond naar boven wordt aan de diensten die deze afronding beschouwen als gelijk aan 0,8 eenheid of meer, een bijkomende residuele financiering toegekend die gelijk is aan dit volume, vermenigvuldigd met de kosten voor deze diensten van een "AVJ"-assistent op de datum van bekendmaking van dit besluit.

Art. 70. Dit besluit is op de datum van inwerkingtreding ervan toepasselijk op de "AVJ"-diensten erkend krachtens het besluit van de Waalse Regering van 1 april 1999 betreffende de hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven, zoals gewijzigd.

De "AVJ"-diensten die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit erkend zijn krachtens het besluit van de Waalse Regering van 1 april 1999 betreffende de hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven, zoals gewijzigd, behouden hun erkenning tot de vervaldatum ervan.

Art. 71. Het besluit van de Waalse Regering van 1 april 1999 betreffende de hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven, zoals gewijzigd, wordt opgeheven.

Art. 72. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2007.

Art. 73. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 januari 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
D. DONFUT

BIJLAGE 1: DIENSTENOVEREENKOMST**DIENSTENOVEREENKOMST "AVJ"**

Tussen de VZW

.....

gevestigd te:

.....

vertegenwoordigd door:

.....

en

.....

ggeboren op

.....

woonachtig te

.....

hierna de "rechthebbende" genoemd

Wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Voorwerp – Algemeen

§ 1. De vereniging zonder winstoogmerk verbindt zich ertoe, overeenkomstig haar statuten, lichamelijk gehandicapte personen een bestendige hulp in de activiteiten van het dagelijks leven te verlenen zodat zij op een zelfstandige manier in een eigen woning kunnen leven op de site van:

.....

§ 2. Deze hulpverlening, voornamelijk gericht op de lichamelijke handicap, moet:

- a) de rechthebbende in zijn lichamelijke handicap bijstaan in het kader van de activiteiten van het dagelijks leven;
- b) individueel zijn en aangepast in functie van de handicap;
- c) 24 uren op 24 en 7 dagen op 7 werken;
- d) uitsluitend verleend worden op verzoek van de rechthebbende, die zelf het tijdstip en de omvang van de "AVJ" hulpverlening bepaalt die hij nodig heeft. Daartoe wordt een individueel en aangepast oproepsysteem ter beschikking gesteld van de rechthebbende zodat hij deze hulp kan aanvragen.

Met dit oproepsysteem kan elk ogenblik hulp aangevraagd worden.

- e) in de privé-woning van de gehandicapte persoon of in de woonwijk worden verleend. De dienst kan alleen hulp bieden aan de gehandicapte personen van wie de woning op hoogstens vijf honderd meter van het coördinatiecentrum van de dienst gelegen is.
- f) door een enige " AVJ "-assistent verleend worden, behoudens buitengewone omstandigheden.

Artikel 2 - Duur

§ 1. Deze overeenkomst wordt gesloten voor een onbepaalde duur, die ingaat op en mits een proefperiode van 2 maanden.

Tijdens deze proefperiode kunnen de dienst en/of de rechthebbende deze overeenkomst opzeggen mits een vooropzeg van 7 dagen die bij aangetekend schrijven moet worden gestuurd.

§ 2. Deze overeenkomst kan eenzijdig opgezegd worden mits inachtneming van een vooropzeg die bij aangetekend schrijven moet worden gestuurd:

- door de rechthebbende mits een vooropzeg van 3 maanden, waarvan een eensluitend afschrift wordt overgemaakt aan het gewestelijke bureau van het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées " (Waals agentschap voor de integratie van gehandicapte personen);
- door de raad van bestuur op grond van een verslag opgemaakt door de verantwoordelijke en ter kennis gebracht van de rechthebbende met een vooropzeg van 6 maanden in de volgende gevallen:
 - als de "AVJ" hulpverlening, behalve acute toestanden, 30 uur per week overschrijdt;
 - als de rechthebbende volgens de coördinator niet meer in staat is om de nodige aanwijzingen te geven voor het vlotte verloop van de "AVJ" diensten of om er de verantwoordelijkheid voor te dragen;
 - als de "AVJ" hulpverlening minder dan 7 uur per week bedraagt gedurende een periode van drie opeenvolgende maanden;
 - in geval van misbruik of bij herhaaldelijk oneerbiedig gedrag t.o.v het "AVJ" personeel dat de organisatie van de "AVJ" diensten en de vlotte werking ervan in het gedrang brengen;
 - niet-betaling van de forfaitaire bijdrage.

Artikel 3 - Prijs

§ 1. De "AVJ" bijstand mag geen aanleiding geven tot een vergoedingsaanvraag vanwege de "AVJ" dienst. Er wordt een maximale forfaitaire bijdrage van 25 euro per maand geïnd.

Deze bijdrage is gekoppeld aan het spilindexcijfer dat als referentie dient voor de loonindexering in het openbaar ambt 119,53 op 1 mei 1996.

Ze wordt automatisch aangepast tijdens de tweede maand na de overschrijding van de basisindex.

§ 2. De VZW factureert het bedrag van de forfaitaire bijdrage elke maand.

Artikel 4 - Verstrekkingen

§ 1. De aanvraag om "AVJ" hulpverlening wordt aan de "AVJ" dienst gericht en niet aan een bepaald lid van deze dienst.

§ 2. Men mag de rechthebbende niet verplichten om een commerciële of culturele keuze te maken.

§ 3. Het personeel mag niet van ambtswege over een sleutel van de woning van de rechthebbende beschikken.

De rechthebbende kan evenwel, indien hij het wenst, een dubbel van zijn sleutels aan de "AVJ" dienst afgeven, voor noodgevallen of bij onmiddellijk gevaar. In dit geval wordt een ontheffing van de aansprakelijkheid in gemeenschappelijk overleg uitdrukkelijk afgesloten.

De rechthebbende is volledig verantwoordelijk voor elke andere afgifte van de sleutels aan het "AVJ" personeel.

De "AVJ" assistent heeft alleen op uitdrukkelijk verzoek van de rechthebbende of bij onmiddellijk gevaar toegang tot de woning van de rechthebbende.

Artikel 5 – Modaliteiten van de uitvoering van de verplichtingen ten laste van de VZW

De rechthebbende en het “AVJ” personeel beslissen in gemeenschappelijk overleg over het gebruik van de technische hulp die noodzakelijk is voor een betere werking van de taken die door de dienst worden vervuld.

Het personeel kan de rechthebbende het gebruik van een heftoestel opleggen als het noodzakelijk en mogelijk is.

De rechthebbende en de “AVJ” assistent mogen in geen enkel geval afbreuk doen aan de fysieke integriteit van de andere tijdens de verstrekkingen of deze in gevaar brengen.

De “AVJ” dienst geeft aan elke rechthebbende tijdens zijn inschrijving een afschrift van het huishoudelijk reglement en ook van de toepasselijke reglementaire teksten.

De dienst moet voortdurend de effectieve leiding waarnemen

Als de coördinator afwezig is, moet een daartoe opgeleid personeelslid in noodgevallen de nodige maatregelen kunnen treffen en in staat zijn om zowel externe als interne vragen te beantwoorden.

Artikel 6 – Verplichtingen van de begunstigde

Het materieel dat door de “AVJ” dienst ter beschikking wordt gesteld van de rechthebbende

..... blijft eigendom van de VZW.

De rechthebbende zal dit materieel als goede huisvader beheren en zal daarvoor een leningsovereenkomst ondertekenen.

Deze overeenkomst vervangt en heft de “AVJ” dienstenovereenkomst van

..... op

..... tussen de VZW en de rechthebbende

Deze overeenkomst treedt in werking op

.....

Opgemaakt te in 3 exemplaren, één voor de “AVJ” dienst, één voor de rechthebbende en één voor het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées".

Voor de VZW,

De rechthebbende,

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 januari 2008 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven.

Namen, 10 januari 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

BIJLAGE 2: DIENSTPROJECT - SCHETS**DIENSTPROJECT - SCHETS**

1. OVERZICHT VAN HET PROJECT.
2. FINALITEIT EN DOELSTELLINGEN
3. DOELGROEPEN:
 - a) soorten handicap;
 - b) leeftijd;
 - c) allerlei.
4. OVEREENKOMST en FINANCIËLE BIJDRAGE
5. GEOGRAFISCHE WERKINGSSFEER
6. ORGANISATIE VAN DE DIENST
 - a) werkorganisatie;
 - b) diverse vergaderingen;
 - c) dienstregeling van de interveniënten;
 - d) openingsuren.
5. COMMUNICATIESTRATEGIE

Bijvoorbeeld: openbaarheid-voorlichting, bewustmaking, contacten met de algemene diensten, ...
6. THEORETISCHE VERWIJZINGEN
7. METHODOLOGIE:
 - a) methode voor het onderzoek naar de behoeften;
 - b) Tussenkostmethodes op verschillende gebieden.
8. EVALUATIEWIJZEN:

evaluatie van de dienst in zijn gezamenlijke opdrachten.

9. MENSELIJKE HULPBRONNEN

- a) personeel
- b) vorming

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 januari 2008 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven.

Namen, 10 januari 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

BIJLAGE 3: ERVARINGS- EN VORMINGSVEREISTEN

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van XXXXXX betreffende de erkenning en de subsidiëring van de hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven.

“AVJ” coördinator

1) De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het al dan niet universitair hoger onderwijs (volledig leerplan of sociale promotie) met pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntering en die het bewijs kunnen leveren:

- - dat ze minstens drie jaar ervaring hebben in een educatieve, sociale, pedagogische, psychologische of paramedische functie in de sector 'hulpverlening aan personen' en
- dat ze binnen vier jaar na hun indienstneming de tweejarige opleidingen van 150 uur "Beheer van diensten voor gehandicapte personen", georganiseerd door een opleidingsoperator of een door de Franse Gemeenschap erkende onderwijsinstelling en waarvan de inhoud goedgekeurd is door het beheerscomité van het Agentschap, met succes hebben gevolgd;

2) De “AVJ” coördinators die op 1 januari 2007 in de hoedanigheid van “AVJ” coördinators in dienst zijn genomen en die vóór die datum beschikten over de voor de uitoefening van die betrekking vereiste kwalificaties en de desbetreffende opleidingen hebben gevolgd.

Elke “AVJ” coördinator moet minstens twee dagen per jaar deelnemen aan permanente vormingsactiviteiten. Die activiteiten worden georganiseerd door vormingsoperatoren en de inhoud ervan wordt jaarlijks goedgekeurd door het beheerscomité van het Agentschap.

«AVJ» assistent

De houders van minstens één van de volgende titels:

- einddiploma of -getuigschrift van het lager of hoger secundair onderwijs (algemeen of technisch onderwijs);
- eindattest of getuigschrift (met vrucht beëindigd) van het hoger secundair beroepsonderwijs;

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 januari 2008 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven.

Namen, 10 januari 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

BIJLAGE 4: TOESLAGEN WEGENS ANCIENNITEIT§1. Toeslagen wegens anciënniteit voor de coördinator (per dienst)

Anciënniteit	Toeslag coördinator
0	0,00
1	2.367,59
2	2.367,59
3	4.488,31
4	4.488,31
5	6.609,01
6	6.609,01
7	8.729,74
8	8.729,74
9	10.850,46
10	11.639,51
11	13.760,23
12	13.760,23
13	15.880,93
14	15.880,93
15	18.001,66
16	18.001,66
17	20.122,38
18	20.122,38
19	22.243,09
20	22.243,09
21	24.363,88
22	24.363,88
23	26.484,58
24	26.484,58
25	26.484,58
26	26.484,58
27	26.484,58
28	26.484,58
29	26.484,58
30	26.484,58
31	26.484,58

§1. Toeslagen wegens anciënniteit voor de “AVJ” assistent (per rechthebbende)

Anciënniteit	Toeslag “AVJ” assistent
0	0,00
1	2.085,82
2	2.163,37
3	2.586,14
4	2.663,68
5	3.201,46
6	3.279,01
7	6.329,92
8	6.407,47
9	7.189,07
10	7.962,62
11	8.759,62
12	8.852,66
13	9.649,74
14	9.742,76
15	10.539,81
16	10.632,83
17	11.429,85
18	11.522,88
19	12.319,95
20	12.412,98
21	13.210,01
22	13.303,04
23	14.100,11
24	14.193,13
25	14.990,12
26	15.083,16
27	15.919,11
28	16.012,15
29	16.106,49
30	16.106,49
31	16.106,49

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 januari 2008 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven.

Namen, 10 januari 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

BIJLAGE 5: TOELAATBAARHEIDBEGINSELEN VOOR DE LASTEN.**I De lasten worden geacht niet toelaatbaar te zijn als de volgende algemene principes niet nageleefd worden:**

- 1) ze moeten betrekking hebben op de rechthebbenden voor wie een gewestelijk bureau een gunstige beslissing heeft genomen over de opportuniteit van een opvang door de dienst. Als de dienst personen opvangt voor wie het gewestelijk bureau geen gunstige beslissing heeft genomen, worden de door de dienst geboekte lasten verminderd naar verhouding van het aantal dossiers betreffende de rechthebbenden voor wie een gewestelijk bureau een gunstige beslissing heeft genomen over de opportuniteit van een opvang door de dienst;
- 2) ze moeten betrekking hebben op de kosten waarvoor de dienst gesubsidieerd werd;
- 3) ze moeten geboekt worden overeenkomstig de wetgeving op de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen en overeenkomstig de uitvoeringsbesluiten ervan.
- 4) ze moeten voortvloeien uit uitwisselingen tussen derden en uit tastbare economische realiteiten. Meer bepaald de vzw's die onder een controle of één enkele directie staan in de zin van de artikelen 5 en 10 van het Wetboek van vennootschappen ingevoerd door de wet van 7 mei 1999 vormen derden onder elkaar voorzover hun respectieve boekhoudingen op een geldige wijze gecontroleerd kunnen worden.
- 5) ze moeten voortvloeien uit uitwisselingen met natuurlijke personen die in geen geval deel mogen uitmaken van de inrichtende macht of van de directie van de dienst, of met rechtspersonen onder wie de leden van de inrichtende macht of van de directie van de dienst geen functie van directeur of bestuurder bekleden. In het tegenovergestelde geval moet de bewijskracht van de lasten door het Agentschap vastgesteld kunnen worden;
- 6) zij mogen niet betrekking hebben op forfaitaire sommen, buiten de sommen die verantwoord zijn via een overeenkomst waarin de voorwaarden waaronder de beroepsprestaties geleverd en bezoldigd worden, omstandig worden omschreven;
- 7) zij dienen in voorkomend geval voort te vloeien uit de aanrekening die wordt doorgevoerd vanuit een verdeelsleutel die beantwoordt aan objectieve, realistische en concrete criteria.

2. Meer bepaald de volgende lasten worden niet in aanmerking genomen:**2.1. in de rekeningen 60 en 61 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat dmv omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld**

- 1) het gedeelte van de reiskosten om dienstredenen boven het percentage dat voor het personeel van de ministeries bepaald werd bij het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 maart 2001;
- 2) de beleggingswaarden, met inbegrip van grote herstellingen en groot onderhoud boven 500 euro, die voor één enkel boekjaar als lasten worden geboekt;
- 3) de representatiekosten die niet in rechtstreeks verband staan met de activiteit van de diensten;
- 4) de restaurantstroken waarop de naam en de hoedanigheid van de gasten niet worden vermeld;

- 5) de hotelrekeningen waarop de naam en de hoedanigheid van de gasten niet worden vermeld;
- 6) de huurlasten die eventueel niet gerechtvaardigd zijn bij een geschreven huurcontract of een overeenkomst tussen de partijen, waarin een beschrijving wordt gegeven van de lokalen die het voorwerp zijn van het contract;
- 7) de huurlasten onder vzw's of stichtingen, behalve als ze overeenstemmen met de waarde van de afschrijvingen van het gedeelte van het betrokken gebouw waarvoor de overheid geen toelage verleent. Alleen in dit geval kunnen de lasten die de verhuurder geacht wordt op zich te nemen krachtens de wetten op de huurcontracten, als lasten van de huurder beschouwd worden.

2.2. in de rekeningen 62 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat dmv omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld:

- 1) In de hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven stemmen de bezoldigingen niet overeen met de weddeschalen 1, 2, 3, 5, 6, 8, 11, 13, 18, 24 met uitzondering van de vóór de inwerkingtreding van dit besluit in dienst genomen personen die over een hoger weddeschaal dan de weddeschaal van "AVJ" assistent beschikte wegens kwalificaties die hoger zijn dan de kwalificaties vereist in bijlage X.
- 2) de extra-legale werkgeverslasten en de bijkomende voordelen die niet voorkomen op de lijst onder punt I van bijlage 7 bij dit besluit;
- 3) de werkgeverspremies voor de bovenwettelijke verzekeringen bedoeld in rekening 6230;
- 4) de lasten met betrekking tot groepsverzekeringen;
- 5) de dotaties en de toepassingen van reserves voor het vakantie- en uitgaansgeld bedoeld in de rekeningen 6250 en 625;
- 6) de loonkosten die niet voortvloeien uit een overeenkomst of een geschreven arbeidscontract waarin minstens de door de werknemer uitgeoefende functie(s) en de omvang van de dienstverstrekkingen worden vermeld;
- 7) de loonlasten die niet het voorwerp zijn geweest van aangiften bij de RSZ en/of bij de Administratie van de belastingen;
- 8) de verbrekingsvergoedingen, behalve die betreffende de coördinator.

2.3. in de rekeningen 63 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat dmv omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld:

- 1) de afschrijvingslasten die voortvloeien uit percentages die hoger zijn dan:
 - a. 20 % voor de oprichtingskosten bedoeld in rekening 6300.
 - b. 33 % voor de onlichamelijke vaste activa bedoeld in rekening 6301.
 - c. 3 % voor de gebouwen en bebouwde terreinen bedoeld in rekening 63020, met uitzondering van de grote onderhouds- en herstellingswerken (rekening 63020X) die tegen 10 % afgeschreven worden.
 - d. 20 % voor de installaties, machines en uitrustingen bedoeld in rekening 63021, met uitzondering van het educatieve materieel dat tegen 10 % afgeschreven wordt. Het informaticamaterieel kan echter tegen 33 % afgeschreven worden.

- e. 10 % voor het meubilair bedoeld in rekening 63022X.
 - f. 20 % voor het rollend materieel bedoeld in rekening 63022X.
 - g. Één van voorvermelde percentages in functie van het type betrokken goeden voor het leasingcontract en andere gelijkaardige rechten.
 - h. Het Agentschap kan een afwijking van deze percentages toestaan in geval van aankoop van tweedehands- of prefabgoederen. De afwijking is met redenen omkleed en wordt bij ter post aangetekend schrijven aangevraagd.
- 2) de waardeverminderingen op schuldvorderingen bedoeld in de rekeningen 633 en 634;
 - 3) de voorzieningen voor wettelijke en bovenwettelijke pensioenen bedoeld in rekening 635;
 - 4) de voorzieningen voor grote onderhouds- en herstellingswerken bedoeld in rekening 636;
 - 5) de andere voorzieningen bedoeld in rekening 637.

2.4. in de rekeningen 64 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat dmv omzendingbrieven aan de diensten wordt meegedeeld:

- 1) de op rekening 640 aangerekende boeten;
- 2) de in de rekeningen 646 bedoelde kosten betreffende de bedragen die aan de subsidiërende overheid terugbetaald moeten worden.

2.5. in de rekeningen 65 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat dmv omzendingbrieven aan de diensten wordt meegedeeld:

- 1) de niet-verdeelde financiële lasten, al naar gelang het soort, in de volgende rekeningen: 65000-" Financiële lasten van investeringsleningen ", 65001-" Financiële lasten leasing ", 65002-" Financiële lasten kaskredieten - " AWIPH "- uitstel of dwingende reden ", 65003-" Financiële lasten kaskredieten - Andere ", 6570-" Financiële lasten bankrekeningen ", 6571-" Financiële lasten - beleggingen ";
- 2) de lasten voor kaskredieten behalve als hierop een beroep moet worden gedaan wegens een uitstel van betaling waarvan de schuld bij de Administratie ligt of om een dwingende reden waarmee de dienst niets te maken heeft. In dit geval moet de dienst het uitstel van betaling en de verantwoordelijkheid van de administratie bewijzen dmv een attest dat aan het Agentschap moet worden gevraagd of het bewijs leveren van de dwingende aard van de gebeurtenis die het beroep op bovenvermeld krediet rechtvaardigt;
- 3) de financiële lasten ivm beleggingen.

2.6. in de rekeningen 66 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat dmv omzendingbrieven aan de diensten wordt meegedeeld:

- de uitzonderlijke kosten bedoeld in rekening 660;

2.7. in de rekeningen 69 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat dmv omzendingbrieven aan de diensten wordt meegedeeld:

- de kosten voor toepassingen en heffingen verdeeld in de rekeningen 69.

2.8. Allerlei:

- 1) de giften die tegelijkertijd als lasten en als opbrengsten geboekt worden;
- 2) de opbrengsten van de activiteiten van de instellingen die tegelijkertijd als lasten en als opbrengsten geboekt worden;
- 3) de lasten betreffende de terugbetalingen van administrateurskosten, behalve voor punctuele opdrachten waarover collegiaal beslist wordt door de raad van bestuur en de directie.

3. Van de lasten worden afgetrokken:

- 1) de door de overheid verleende toelagen wanneer ze precies dezelfde lasten dekken als degene die in aanmerking worden genomen in de zin van dit besluit;
- 2) de door de Nationale Loterij verleende werkingstoelage kan niet van de lasten afgetrokken worden;
- 3) de diverse kosteninvorderingen, met uitzondering van de private giften, de opbrengsten van fancyfairs of andere handelingen mbt de opvraging van private storting, van de verkoop van producten buiten de dienst, van cash management en van ontvangsten die uit het verhuren van appartementen voortkomen. Deze uitzonderingen worden in aanmerking genomen als de betrokken opbrengsten in aparte rekeningen of subrekeningen geboekt worden en als de lasten mbt de organisatie van deze handelingen eveneens apart geboekt worden;
- 4) de lasten betreffende de organisatie van fancyfairs of andere handelingen mbt de opvraging van private storting, de verkoop van producten buiten de dienst, van cash management en van ontvangsten die uit het verhuren van appartementen voortkomen. Ze moeten naar gelang van het type geboekt worden, net zoals de opbrengsten die uit deze handelingen voortkomen.

4. Toekenning van de lasten aan de verschillende toelagen:

Onverminderd de principes op basis waarvan de lasten in aanmerking worden genomen in dit besluit:

- Worden beschouwd als lasten die behoren bij de jaarlijkse personeelstoelage bedoeld in titel VII, de lasten die op geldige wijze worden ondergebracht in de rekeningen 618 en 62 vermeld in het genormaliseerd boekhoudplan bedoeld in artikel 59.

- De andere lasten behoren bij de jaarlijkse werkingstoelage bedoeld in titel VII.

Als de jaarlijkse personeelstoelage onvoldoende is om het geheel van de daarop betrekking hebbende lasten te dekken, kunnen deze gedekt worden door de jaarlijkse werkingstoelage zoals bedoeld in artikel 59.

5. Financiële controle:

Wanneer een dienst deel uitmaakt van een administratieve cel die uit gesubsidieerde diensten bestaat op grond van het besluit van 9 oktober 1997, wordt het gebruik van de toelagen van die dienst gecontroleerd door de verleende toelagen en de per sectie te boeken lasten op te tellen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 januari 2008 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven.

Namen, 10 januari 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

BIJLAGE 6: PERSONEELSKOSTEN DIE IN AANMERKING KUNNEN WORDEN GENOMEN

I Bijkomende voordelen.

De bijkomende voordelen bestaan uitsluitend uit:

1° een loontoeslag van 50 % op grond van het gesubsidieerde uurloon, die naar rato van maximum 11 uur per zondag verleend wordt voor diensten die op zondag door de personeelsleden verstrekt worden.

2°. Een eindejaarstoelage berekend overeenkomstig de bepalingen die van toepassing zijn op de personeelsleden van het Waalse Gewest.

II. Geldelijke anciënniteit.

De geldelijke anciënniteit van het personeel van de "AVJ" diensten wordt berekend op basis van het aantal jaren waarvoor de werknemers van de volgende sectoren voltijds of deeltijds betaald worden door hun werkgever:

De instellingen die door het Agentschap, het voormalige Fonds 81 en het voormalige " FCIPPH " erkend zijn of met hen een overeenkomst hebben gesloten,

De instellingen die door de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie erkend zijn of met hen een overeenkomst hebben gesloten,

De diensten van Hulpverlening aan de Jeugd en van de voormalige Jeugdbescherming,

De diensten die door de "O.N.E." erkend zijn of met haar een overeenkomst hebben gesloten,

De erkende centra,

De instellingen die door de Algemene Directie Sociale Zaken en Volksgezondheid van het Federale Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu erkend zijn en met hem een overeenkomst hebben gesloten,

De instellingen die door het Directoraat-generaal Sociale Actie en Gezondheid van het Ministerie van het Waalse Gewest erkend zijn en met hem een overeenkomst hebben gesloten,

De scholen van het buitengewoon onderwijs,

De instellingen die een overeenkomst hebben gesloten met het RIZIV,

Het bevallings- en borstvoedingsverlof, de loopbaanonderbreking van maximum één jaar die recht geeft op een onderbrekingsuitkering, en het tien dagenverlof om dwingende redenen worden meegerekend.

Die dienstverstrekkingen worden pas in aanmerking genomen vanaf de datum waarop het personeelslid de in bijlage VII bij dit besluit vastgelegde leeftijd bereikt.

De personeelsleden die vóór 1 januari 1984 in dienst waren in instellingen erkend door het Fonds voor medisch-socio-pedagogische zorgverlening aan gehandicapten of door de Dienst Jeugdbescherming behouden hoe dan ook het voordeel van de geldelijke anciënniteit die hen indertijd officieel toegekend werd.

Het bewijs van de verstrekte diensten wordt door de betrokkenen geleverd op grond van de stortingen verricht bij een instelling voor sociale zekerheid of een pensioenkas.

De bevoegde diensten mogen elk ander bewijsstuk eisen.

III. Benoemingen, bevorderingen en functieveranderingen.

§ 1er De bezoldiging van een personeelslid met een directiegraad mag niet lager zijn dan die voorzien voor de functie waarop zijn diploma recht geeft in de dienst waar het tewerkgesteld is;

- § 2. Het personeelslid dat tot een andere graad in dezelfde dienst bevorderd wordt, behoudt de gezamenlijke geldelijke anciënniteit die hem toegekend werd op basis van de criteria bedoeld onder punt II van deze bijlage.

In geval van verandering van functie binnen dezelfde instelling, blijft de voor de verandering van functie erkende geldelijke anciënniteit behouden, niettemin rekening houdend met de leeftijden van rangneming, zoals bedoeld in punt II van deze bijlage.

IV. Indeling van het einde van de beroepsloopbaan

De maandelijks bijdrage die gestort wordt in het Sociaal Fonds "Old Timer" krachtens de Collectieve arbeidsovereenkomst van 7 januari 2003 zoals afgesloten binnen het Paritair comité 319.02 tot instelling van de bepalingen betreffende de indeling van de beroepsloopbaan, genaamd "Plan Tandem", wordt beschouwd als een in aanmerking te nemen last.

Voor de openbare sector moet dit stelsel eerst door de Regering erkend worden als een stelsel dat dezelfde voordelen en garanties biedt als die waarin bovengenoemde collectieve arbeidsovereenkomst voorziet.

V. Komen niet in aanmerking:

De bezoldigingen uitgekeerd aan de pensioenrechthebbende personeelsleden die krachtens de wetgeving op de pensioenen een ongeoorloofde beroepsactiviteit uitoefenen.

2° het deel van de bezoldigingen en de wettelijke werkgeverslasten boven de bedragen voor rekening van de overheid voor een volledige uurrooster, onverminderd de betaling van de in aanmerking komende extra-uren en van de diensten verstrekt in het kader van het onderwijs voor sociale promotie georganiseerd ten gunste van de personeelsleden tewerkgesteld door die diensten. Deze bepaling is eveneens van toepassing op personeelsleden met verschillende deeltijdse functies die gesubsidieerd worden of voor rekening zijn van de overheid.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 januari 2008 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven.

Namen, 10 januari 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

BIJLAGE 7: Weddeschalen

Functies	Schaal (Schaal- nummer)	Minimum- leeftijd
“AVJ” coördinator	24	24
«AVJ» assistent	5	18
Boekhouder-klasse 1	18	23
Boekhouder-klasse 2	8	20
Arbeider Categorie 1	1	18
Arbeider Categorie 2	2	18
Arbeider Categorie 3	3	18
Arbeider Categorie 4	6	18
Arbeider Categorie 5	11	18
Opvoeder klasse 2A	13	20

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 januari 2008 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven.

Namen, 10 januari 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D DONFUT

BIJLAGE 8: Weddeschalen op 01/01/1990Schaalnummers

Geld. anc.	1	2	3	5	6	8	11	13	18	24
0	13.169,24	13.169,24	13.169,24	13.434,39	13.434,39	14.144,73	14.658,27	15.190,82	16.462,78	22.170,73
1	14.231,22	14.231,22	14.231,22	14.496,37	14.496,37	15.298,50	15.767,69	16.344,59	17.661,12	23.257,00
2	14.363,74	14.363,74	14.363,74	14.635,96	14.635,96	15.427,01	15.767,69	16.344,59	17.661,12	23.257,00
3	14.496,32	14.496,32	14.496,32	14.775,54	14.775,54	15.555,49	16.033,98	16.610,87	18.193,62	24.230,01
4	14.628,84	14.628,84	14.628,84	14.915,11	14.915,11	15.684,02	16.033,98	16.610,87	18.193,62	24.230,01
5	14.761,39	14.761,39	14.761,39	15.054,70	15.054,70	15.812,53	16.300,29	16.965,86	18.726,12	25.203,01
6	14.893,96	14.893,96	14.893,96	15.194,29	15.194,29	16.123,12	16.300,29	16.965,86	18.726,12	25.203,01
7	15.026,49	15.026,49	15.026,49	15.333,88	15.333,88	16.433,75	16.566,55	19.259,37	21.341,10	26.176,02
8	15.159,04	15.159,04	15.159,04	15.473,46	15.473,46	16.744,34	16.566,55	19.259,37	21.341,10	26.176,02
9	15.291,58	15.291,58	15.291,58	15.613,05	15.613,05	17.054,95	16.832,86	19.802,43	21.884,14	27.149,03
10	15.834,99	15.834,99	15.834,99	16.160,65	16.160,65	17.720,59	17.187,85	20.164,43	22.246,14	27.511,05
11	15.995,50	15.995,50	15.995,50	16.328,05	16.328,05	18.031,20	17.542,85	20.707,46	22.789,20	28.484,06
12	16.155,99	16.155,99	16.155,99	16.495,50	16.495,50	18.341,82	17.542,85	20.707,46	22.789,20	28.484,06
13	16.316,48	16.316,48	16.316,48	16.662,96	16.662,96	18.652,43	17.897,86	21.250,52	23.332,23	29.457,06
14	16.476,99	16.476,99	16.476,99	16.830,38	16.830,38	18.963,01	17.897,86	21.250,52	23.332,23	29.457,06
15	16.637,50	16.637,50	16.637,50	16.997,84	16.997,84	19.274,54	18.252,85	21.793,56	23.875,27	30.430,07
16	16.797,98	16.797,98	16.797,98	17.165,26	17.165,26	19.591,27	18.252,85	21.793,56	25.745,85	30.430,07
17	16.958,50	16.958,50	16.958,50	17.332,69	17.332,69	19.908,01	18.607,85	22.336,59	26.288,89	31.403,08
18	17.118,98	17.118,98	17.118,98	17.500,14	17.500,14	20.224,74	18.607,85	22.336,59	26.288,89	31.403,08
19	17.279,47	17.279,47	17.279,47	17.667,57	17.667,57	20.541,47	18.962,84	22.879,66	26.831,92	32.376,08
20	17.440,00	17.440,00	17.440,00	17.835,00	17.835,00	20.858,21	18.962,84	22.879,66	26.831,92	32.376,08
21	17.600,49	17.600,49	17.600,49	18.002,45	18.002,45	21.174,92	19.319,63	23.422,69	27.374,98	33.349,12
22	17.760,98	17.760,98	17.760,98	18.169,88	18.169,88	21.491,65	19.319,63	23.422,69	27.374,98	33.349,12
23	17.921,49	17.921,49	17.921,49	18.337,33	18.337,33	21.808,38	19.681,66	23.965,75	27.918,02	34.322,12
24	18.081,97	18.081,97	18.081,97	18.504,76	18.504,76	22.125,12	19.681,66	23.965,75	27.918,02	34.322,12
25	18.242,48	18.242,48	18.242,48	18.672,18	18.672,18	22.441,83	20.043,65	24.508,79	28.461,08	34.322,12
26	18.402,97	18.402,97	18.402,97	18.839,64	18.839,64	22.758,58	20.043,65	24.508,79	28.461,08	34.322,12
27	18.563,48	18.563,48	18.563,48	19.007,06	19.007,06	23.075,32	20.405,68	25.051,82	29.004,11	34.322,12
28	18.723,97	18.723,97	18.723,97	19.174,51	19.174,51	23.392,03	20.405,68	25.051,82	29.004,11	34.322,12
29	18.884,48	18.884,48	18.884,48	19.344,32	19.344,32	23.708,76	20.767,68	25.051,82	29.004,11	34.322,12
30	18.884,48	18.884,48	18.884,48	19.344,32	19.344,32	23.708,76	20.767,68	25.051,82	29.004,11	34.322,12
31	18.884,48	18.884,48	18.884,48	19.344,32	19.344,32	23.708,76	21.129,70	25.051,82	29.004,11	34.322,12

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 januari 2008 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven.

Namen, 10 januari 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT